

## Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER  
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction  
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

## LE FIGARO

## H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION  
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

## ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## FIGURES QUI PASSENT

## M. CONSTANS

Entre autre surnoms injurieux, M. Constans a reçu de ses adversaires politiques celui de « Vieux Forban ». Ses amis le lui donnent aussi, après boire, en manière de badinage. Il se l'applique parfois à lui-même ; et l'on ne sait si c'est, de sa part, ironie, orgueil ou humilité... Reste l'opinion publique... Elle est indécise, et tiraillée, en ce qui concerne cet homme d'Etat, entre des sentiments opposés. Elle admire ses talents et se méfie un peu de son caractère. Et, selon les circonstances, elle lui est sympathique ou rigoureuse. Si rien ne menace sa tranquillité elle le tient à distance, mais se rapproche de lui dès que les affaires lui paraissent devoir s'embrouiller. Remarquez que l'image de M. Constans est tout de suite évoquée aux heures dangereuses et dans les moments de crise. On dit : « Il n'y a que Constans pour nous tirer de là », comme on dirait : « Il faut se résoudre à user des grands moyens. »

Ce rôle de *Deus ex machina* serait fort glorieux, s'il ne comportait un soupçon d'inquiétude. Il ne semble pas que cette nuance altère la sérénité de M. Constans. Il passe dans la vie le sourire aux lèvres, aimable, fin, séduisant. Sous sa jovialité se dissimulent des trésors de prudence et de sagesse pratique. C'est un petit-fils du Béarnais...

\*\*\*

Il naquit, voilà soixante-cinq ans, à Béziers où son père exerçait l'emploi de conservateur des hypothèques. Son enfance s'écoula, idyllique et sereine, dans ce beau pays. Il aimait passionnément une petite cousine qui devait devenir Mme Constans ; il était grand chasseur, grand pêcheur, excellent humaniste. Il conquit rapidement ses grades et fut proclamé, au sortir de l'adolescence, docteur en droit. C'est alors que l'idée lui vint d'aller chercher fortune en Espagne, dans l'industrie et le commerce.

Il n'obtint pas, dans le genre d'entreprise qu'il avait choisie, tout le bonheur qu'il était en droit d'espérer. Quand il revint d'Espagne, brisé par son associé et, comme lui, ruiné, il était en assez mauvaise odeur auprès de ses compatriotes. Il recouvra leur affection par son courage et son activité. Il se remit à l'étude des Pandectes, passa l'examen d'agrégation et fut chargé d'enseigner le droit romain à Nancy, à Douai et à Toulouse. Se trouvant dans cette dernière ville, lorsqu'en 1874 la Commune y fut proclamée ; et il eut l'occasion d'y accomplir un exploit dont le souvenir mérite d'être fixé.

Les insurgés s'étaient rendus maîtres du Capitole, qu'ils occupaient en armes. Le nouveau préfet, M. de Kératry, avait le devoir de les en déloger ; il prit dans ce dessein des mesures énergiques qu'il concerta avec trois généraux, MM. de Nansouty, Lantier et Leclercq-Desnoettes, et un magistrat, M. Manau, qui, en ce temps, ne répugnait pas à mettre sa toge sous l'épée de l'armée. Des pièces d'artillerie furent roulées sur la place, devant la mairie. Le préfet dit à l'officier qui conduisait le détachement :

— Je vais essayer de parlementer ; si dans dix minutes je ne suis pas revenu, c'est qu'on m'aura gardé comme otage. Vous commencerez le feu...

Il s'avança vers les chefs de l'émeute. Il formula son ultimatum qui fut repoussé :

— Je vous accorde un quart d'heure pour la réponse. Ce délai expiré, le canon parlera.

Il vira de bord et rejoignit ceux qui l'attendaient avec anxiété, puis il tira sa montre et compta les minutes. Un silence plein d'angoisse pesait sur ce quartier de la ville ; l'instinct était solennel. Déjà les artilleurs s'appêtaient à exécuter le commandement... Soudain un personnage sort de la foule, s'approche de M. de Kératry, et lui indiquant le Capitole, dont les fenêtres étaient hérissées de balonnettes :

— Donnez-moi cinq minutes pour négocier avec eux, et j'obtiens leur reddition.

— Qui êtes-vous ?

— Je m'appelle Constans et suis professeur à la Faculté de droit.

— Essayez ! mais vous risquez votre peau !

— Nous verrons bien !...

Il partit en courant, pénétra dans la fournaise. Ce qu'il dit, on ne l'a pas su exactement, mais à sa voix l'orage s'apaisa, les fusils et les résistances capitulèrent. Grâce à lui, l'ordre régna à Toulouse.

Ce fut sa première victoire diplomatique.

\*\*\*

Désormais la politique le saisit et le fait avancer d'un pas rapide. Il est élu conseiller municipal, adjoint au maire. Les ministres du 16 mai le révoquent et affermissent par cette mesure sa popularité. En 1876, il est élu député ; et sa profession de foi renferme une phrase qui le convient de retenir, car elle constitue, à elle seule, un programme : « Le parti républicain cesse d'être un parti d'opposition. Il devient un parti de gouvernement... » Jules Ferry ne pouvait manquer d'approuver cette doctrine et de se rapprocher de son auteur. Ayant besoin, pour assurer l'exécution de ses décrets, d'une main vigoureuse, il le choisit comme lieutenant.

A partir de cette heure, M. Constans s'installe en quelque sorte dans le rayonnement du pouvoir. Tantôt il l'exerce effectivement, et tantôt il l'influence. Entre deux portefeuilles, les plus hautes charges lui sont confiées. On l'envoie à

Pékin préparer la signature d'un important traité de commerce ; sans attendre son retour, on le nomme gouverneur de l'Indo-Chine. En même temps que la dépeche officielle lui annonçait cette élévation, il en recevait une autre qui lui apportait les félicitations personnelles du général Boulanger. Ainsi commença, par un acte de civilité, le drame qui se joua entre ces deux hommes et qui devait avoir un dénouement si tragique.

M. Constans a bien voulu m'en confier les péripéties, dont quelques-unes sont ignorées. Je vais reproduire, aussi fidèlement que possible, son récit. Mais je ne pourrai rendre l'accent dont il l'a assaisonné, son flegme, son sang-froid, l'éclair malicieux qui s'échappait de sa paupière à demi close, le ton tour à tour grognard, familier, et brusquement sérieux, et presque brutal de son discours, passant sans transition de l'enjouement à la force, singulier amalgame de galéjade et d'autorité. Et je ne rendrai pas non plus l'indolence de son geste... L'ambassadeur était assis devant son bureau et roulait dans ses doigts une cigarette, dont il tirait de lentes bouffées et qu'il portait mollement à ses lèvres. Point de hâte, ni de fébrilité dans ces mouvements ; une grâce aisée et souple d'escamoteur. Tandis qu'il parlait, de petits paquets de cendre tombaient, sans qu'il y prit garde, sur son gilet et s'y éraient. De même M. Constans accueillait, avec indifférence, les outrages qui lui sont versés quotidiennement par ses ennemis de la presse.

\*\*\*

Il avait rencontré Boulanger longtemps avant le boulangisme. Il l'avait connu colonel, directeur de l'infanterie, général de brigade. Quand il fut chargé en 1885 de former un cabinet, il lui fit des ouvertures. Boulanger, qui se trouvait en Tunisie, n'hésita pas à l'accueillir ; il répondit aussitôt, avec une emphase un peu théâtrale, que « son dévouement appartenait à la France ». La combinaison échoua. Boulanger resta à Tunis, mais il garda à M. Constans une secrète gratitude de ses dispositions bienveillantes, et saisit toutes les occasions de la lui témoigner. M. Constans, revenant, en 1888, de Cochinchine, n'avait pas eu le temps de débarquer qu'une lettre du général lui arrivait, gonflée de souhaits de bienvenue. Le lendemain matin, M. Laguerre sollicitait une audience de M. le gouverneur. Cette visite hâtive lui donna à réfléchir. M. Constans n'ignorait pas qu'une campagne plébiscitaire bouleversait le pays, mais il n'en soupçonnait ni la violence ni l'objet véritable. Il étudia la situation, il se réserva. Nul ne put se flatter de pénétrer les pensées qui virent, à ce moment, son esprit. Il vit le vent grossir, se déchaîner, souffler en tempête.

Le soir du 27 janvier, il prit sa canne, son chapeau et alla se joindre aux ouvriers et aux bourgeois qui acclamaient, devant le café Durand, l'Élu de Paris. Il voulut percevoir directement les sensations de la foule. Il lui parut qu'elle était tout acquise au général. Il s'approcha d'un officier de paix, et lui désignant d'un clin d'œil le chemin de l'Élysée :

— S'il va de ce côté, l'arrêterez-vous ?

— L'homme de la police répondit :

— J'ordonnerai... mais je doute qu'on obéisse.

Et, montrant les brigadiers qui s'échelonnaient dans la rue Royale, il ajouta :

— Je suis à peu près sûr du premier, beaucoup moins du second et pas du tout du troisième !

Il conclut en plaisantant :

— Le général n'a qu'à se présenter. Il entrera comme dans du beurre !

M. Constans regagna la place de la Madeleine et attendit. La surexcitation croissait, l'atmosphère était saturée d'électricité, tous les nerfs étaient tendus. Chacun sentait confusément qu'un grand événement était proche. A cet instant, les flots tumultueux s'écablèrent et livrèrent passage à Boulanger. Il atteignit un landau qui stationnait auprès de l'église et qui s'éloigna, suivi de vivats enthousiastes, dans la direction de Neuilly. Le pseudo-dictateur désirait qu'un baiser de son Amie terminât cette journée triomphale... M. Constans rentra paisiblement chez lui. Il était dès lors en mesure d'asseoir son jugement sur la valeur de l'aventurier et les conséquences de l'aventure. Ce jugement était plutôt dédaigneux. M. Constans songeait (du moins je le présume) :

— L'homme qui ne sait pas profiter de telles aubaines n'est pas digne qu'on s'attache à sa personne. Si j'avais été parmi ceux qui le conseillent, je l'eusse conduit, de gré ou de force, chez le Président de la République, et il eût couché dans son lit !

Il songeait encore :

— Ces soldats sont... naïfs comme leurs sabres ! Sitôt qu'on les détourne de leur milieu naturel, ils sont incapables d'un acte d'audace et d'initiative civique. Ce n'est pas le coup d'Etat qui les effraye, mais ils en appréhendent les suites. Ils ne se doutent pas qu'il y a un bureau télégraphique central qui arrête les nouvelles, des prisons où l'on précipite les législateurs récalcitrants, et que, dans une nation fortement centralisée, le nombre s'incline devant le fait accompli. Nous devons nous réjouir de cette timidité honorable, qui sauve d'un grand péril nos institutions !...

Ces réflexions s'agitaient le 27 janvier dans le cerveau de M. Constans. Au mois de février, il était ministre. Au mois d'avril, Boulanger était en fuite, et le « parti national » décapité.

\*\*\*

Cet épisode jette une lumière limpide sur la physiologie de M. Constans. Toutes ses qualités y apparaissent, si l'on peut ainsi dire, en raccourci. En cette rapide bataille il a vraiment donné sa me-

sure. Il y a réalisé et presque dépassé ce qu'on augurait de son génie. Il y déploya une science stratégique qui le rendit, sans coup férir, maître du terrain. Quand le général le vit surgir, il eut l'intuition qu'il était perdu. Il ne dissimula pas ses craintes :

— Si je ne tue pas Constans, il me tuera.

Comme on rapportait ce mot au ministre, celui-ci répliqua gaïement :

— C'est la première parole sensée qu'il ait prononcée Boulanger.

Il ne le tua pas précisément, mais il le força de se tuer, ce qui était le comble de l'art. Il y eut plusieurs façons d'agir sur les hommes : on les gouverne par l'intérêt, la vanité, le sentiment, l'intimidation.

M. Constans excella à jouer de ce clavier : c'est un très bon psychologue. L'invention du Méridional s'allie en lui à la finesse du Normand. Il est rusé avec les apparences de la franchise ; il est de la race des autoritaires nonchalants qui sont les plus féroces des autoritaires. Cependant il n'a pas l'entêtement des sectaires qui défendent jusqu'à la mort leurs principes ; il admet les transactions ; il a la conscience et l'esprit largement ouverts ; il est très intelligent. Il eût été un grand politicien, si son destin lui eût permis de servir un autocrate, au lieu de le livrer en pâture à nos députés briseurs d'idôles...

Je suppose que le Sultan apprécierait les mérites du citoyen éminent que la République lui envoie. Il goûterait l'agrément de son humeur, l'utilité de ses avis. Il lui offrirait du bon café ; il le comblerait de politesses ; il l'aimera...

... Mais voudra-t-il nous le rendre ?

Adolphe Brisson.

## Échos

## La Température

Le vent souffle toujours avec force du Sud-Ouest, sur nos côtes de la Manche où la mer est houleuse devant Calais, Boulogne et Le Havre ; sur l'Océan la mer est très agitée ; en somme, une nouvelle bourrasque nous menace. La baisse barométrique est depuis hier très sensible. Quant à la température, également en baisse, elle n'a pas dépassé 8° au-dessus pendant la journée ; on notait 10° à Biarritz, 15° à Alger et 12° au-dessous de zéro à Moscou. La pluie est tombée hier à Paris pendant toute la journée ; ces averse restent probables ; le soir le thermomètre était à 8° et le baromètre, à 751<sup>mm</sup> pendant le jour, indiquait 749<sup>mm</sup> vers onze heures.

Monte-Carlo. — Thermomètre, à huit heures 10°, à midi 12° ; pluie.

## DÉFENSE PAR SON PÈRE

Le respectable M. Wallon a profité du privilège fugitif que lui conférerait, mardi dernier, son âge pour défendre solennellement, du haut du fauteuil présidentiel du Sénat, la Constitution dont il est le père et qui nous divise le moins puisqu'elle nous réunit tous dans le désir d'en sortir.

« Vous prétendez, a dit ce vénérable sachem, que la Constitution est insuffisante, qu'elle n'a pas assez puissamment le pouvoir exécutif armé. S'il ne se sert pas de ses armes, c'est sa faute et ce n'est pas la faute de la Constitution. Essayez de l'appliquer et vous verrez qu'elle vous fournira toutes les armes défensives qui vous paraissent devenir nécessaires contre les empiétements du pouvoir législatif. »

Il est parfaitement exact que la Constitution actuelle laisse le Président de la République libre de choisir ses ministres en dehors du Parlement et lui donne la latitude de provoquer, de la part des Chambres, une nouvelle délibération sur un projet de loi qui lui paraîtrait dangereux, ce qui, en fait, équivaut presque au droit de veto, étant admis que le Président ne pourrait se servir de son droit que s'il était d'accord avec l'opinion publique.

Mais M. Wallon n'a peut-être pas réfléchi que le mode même de nomination du Président, lui interdit de se servir de ses armes constitutionnelles contre les Chambres. D'une part, en effet, les Chambres nomment le Président. D'autre part, elles ont mille moyens de l'acculer à une démission, ou l'ont bien vu par l'exemple de M. Grévy. Dans ces conditions, jamais un Président de la République n'essayera de résister au Parlement et le Parlement exercera toujours non seulement le contrôle, mais aussi le pouvoir réel par l'intermédiaire des ministres, qui sont dans la main des députés, lesquels sont dans les pattes des marchands de vin.

Les césariens ont un remède tout indiqué à ce mal constitutionnel : la nomination du Président par le peuple, par suffrage universel direct. Seulement le système aboutit forcément à un empereur, car un homme qui représente à lui seul sept ou huit millions d'électeurs est fatalement le maître de ceux qui n'en représentent qu'une ou deux dizaines de mille. Alors ce n'est pas le pouvoir exécutif qui est sacrifié, c'est le pouvoir législatif.

Il faudrait donc trouver une combinaison, imitée de l'Amérique, dans laquelle les électeurs présidentiels ne seraient pas les membres du Parlement, et avec laquelle le Président français, indépendant des Chambres, pourrait exercer quelques-uns de ces droits qui donnent au Président américain une influence en réalité plus directe que celle d'un monarque constitutionnel.

Nous aurons beaucoup de peine à nous faire à ce système, parce que chez nous tout le monde considère la République comme l'absence de tout gouvernement. Je reconnais que pour l'instant elle réalise cet idéal. Toute la question est de savoir si cette situation peut se prolonger très longtemps, et ce qu'il faudra

payer pour avoir fait une réalité trop longue de ce rêve à peu près universel. — J. CORNÉLY.

## A Travers Paris

On sait que le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts est le seul qui n'ait pas encore fait paraître ses décorations du 1<sup>er</sup> janvier.

Le mouvement avait été retardé par suite du petit nombre des croix mises à la disposition de ce département ministériel. Il était, en effet, impossible à M. Leygues de faire, avec un aussi faible contingent, une répartition équitable entre les services si nombreux et si divers qui sont sous sa dépendance.

Le Conseil des ministres, saisi de la question, a dû reconnaître la légitimité des réclamations du ministre de l'instruction publique, et trois ou quatre croix supplémentaires ont été mises à la disposition de M. Leygues, sur le contingent, non encore épuisé, des autres ministères.

Dans ces conditions, le ministre de l'instruction publique a pu, tout en étant forcé de sacrifier des candidats très méritants, venir à bout de son mouvement, qui a été envoyé hier à la grande chancellerie de la Légion d'honneur. Le Conseil de l'Ordre doit se réunir aujourd'hui ou demain pour examiner les dossiers, et les décrets de nomination pourront paraître samedi ou dimanche au Journal officiel.

On cite parmi les nouveaux officiers M. Gailhard, directeur de l'Opéra, et parmi les nouveaux chevaliers MM. François de Curel, Georges d'Espagny et Courteline.

Le mouvement des palmes académiques paraîtra immédiatement après.

La nomination de M. le conseiller Ballot-Beaupré comme président de chambre à la Cour de cassation en remplacement de M. Quesnay de Beaupré va donner lieu à un important mouvement judiciaire.

Le siège de conseiller à la Cour de cassation devenu vacant sera, selon toute vraisemblance, attribué à M. Bérard des Glajeux, président de chambre à la Cour d'appel de Paris, magistrat de haute valeur, qui compte près de quarante ans de service, et qui a dirigé avec la plus grande distinction les procès les plus difficiles et les plus retentissants.

## INSTANTANÉ

M. MAZEAU

Arrive, comme un *Deus ex machina*, pour prendre la présidence de la Chambre criminelle. Pourvu, Seigneur, qu'on ne le suspecte pas à son tour, car il ne pourrait être présidé par personne ! Il n'y a pas plus haut que lui dans l'échelle judiciaire. Il est le premier magistrat de France. On pourrait l'appeler : « Monsieur le Premier des Premiers » !

Soixante-treize ans. Fut, de 1857 à 1880, avocat à la Cour de cassation. Ancien président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Carrière très brillante, à la fois dans la politique et dans la magistrature. Elu député de la Côte-d'Or à l'Assemblée nationale de 1871 et à la Chambre de 1876. Nommé sénateur en 1876. Secrétaire du Sénat de 1879 à 1882.

Conseiller à la Cour de cassation en 1882. Démissionnaire en 1885. Réélu sénateur la même année. Ministre de la justice dans le cabinet Rouvier, en mai 1887. De nouveau réélu sénateur en 1894, et premier président de la Cour de cassation depuis le 2 mai 1890.

Républicain de la veille, très mêlé au mouvement d'opposition de la fin de l'Empire. Compatriote du regrettable président Carnot, avec qui il était très lié, et qui l'a toujours patronné dans sa carrière. Mais il est juste de dire que M. Mazeau avait des titres personnels très sérieux. A toujours collaboré, en effet, à de très importantes publications juridiques, et il tient son autorité de sa connaissance approfondie du droit au moins autant que de ses hautes fonctions.

Figure rasée, large, épanouie, telle qu'on en prêtait aux pères nobles dans l'ancien répertoire. L'œil est vif et malicieux, un œil de Bourguignon. M. Mazeau est un homme aimable, qui ne déteste pas, à l'occasion, le mot pour rire. Il faut bien, de temps en temps, dépouiller la robe et la toge !

Grand officier de la Légion d'honneur.

Si l'on veut se rendre compte du peu de méthode que la Chambre des députés apporte dans ses travaux, il suffit de se reporter à la liste qui a été dressée des projets qu'elle trouve devant elle au moment où s'ouvre la nouvelle session.

Il y a actuellement trente-six propositions de loi qui sont à l'état de rapport sur le fond, dix-huit propositions qui sont à l'état de rapport sommaire, deux cent quatre-vingt-cinq projets ou propositions renvoyés à des Commissions spéciales, vingt-trois projets ou propositions à soumettre aux bureaux.

Nous ne portons pas en compte les projets de loi d'intérêt local.

Si la Chambre voulait voter cet arriéré, elle devrait y employer la session tout entière, sans jamais aborder aucune question nouvelle. Elle devrait surtout couper court à toute interpellation, ce dont personne du reste ne se plaindrait.

M. Casimir-Perier présidera ce soir, ainsi que nous l'avons dit, le dîner des Parisiens de Paris.

Une médaille, qui sera offerte cette année à l'ancien Président de la République et à chacun des membres de l'association, a été commandée au graveur Louis Botte.

La maquette de cette médaille, que Botte avait, l'an dernier à pareille date, présentée à ses collègues du dîner de Molière, a été quelque peu allégée par l'artiste.

L'allégorie est d'une extrême simplicité dans un décor tel que l'éminent gra-

veur pouvait le traiter avec le sens de l'élégance qu'on lui connaît : c'est, au premier plan d'une composition dont le fond représente la Cité avec Notre-Dame, la Sainte-Chapelle et les tourelles de la Conciergerie, la Ville de Paris accueillant un enfant, et à ses pieds les attributs de la Poésie, des Arts, des Sciences.

Sur chaque médaille est gravé le nom du titulaire.

L'amiral Dorlodot des Essarts, qui vient de mourir, était l'un des plus jeunes officiers généraux en retraite de notre flotte.

— La saumure conserve ! avait coutume de dire le vieil amiral Paris, le glorieux manchot, qui fut si longtemps directeur du musée de la marine au Louvre et mourut à un âge très avancé.

L'amiral Paris avait raison. Les tableaux des retraités de l'armée comparés à ceux de la marine donnent pour nos plus anciens généraux une moyenne d'âge sensiblement inférieure à celle des amiraux.

Le général d'Exéa-Doumerc est seul capable aujourd'hui de soutenir, et à distance encore, la comparaison d'âge avec nos amiraux dont le doyen, le vice-amiral de Pouques d'Herbigny, marche allègrement vers le centenaire et va doubler, le 11 février prochain, le cap de sa quatre-vingt-troisième année.

Cinq autres de nos amiraux, nonagénaires, tiennent encore le premier rang dans l'Annuaire de la marine : les amiraux de Dompière d'Hornoy, Giquel des Touches, Thomasset, Périgot et Bonie.

Les premiers « landaulets » de la Compagnie générale des voitures ont circulé hier sur les boulevards.

Ce sont des demi-landaulets à caisse jaune, à capote de cuir noir, fermée complètement et donnant à la voiture l'aspect d'un coupé, ou rabattue et lui donnant la silhouette d'une victoria un peu lourde.

Les fameux problèmes des voitures couvertes ou découvertes, qui sortaient toujours à contretemps, est enfin résolu par ces « landaulets » à deux fins.

Nous avons héhé un des nouveaux chauffeurs de la Compagnie, mais il a fui en nous jetant un regard chargé de mépris, comme les cochers qui vont relayer.

La voiture a changé ; l'homme, sous la casquette du chauffeur comme sous le chapeau ciré du cocher, ne change pas !

La première soirée du Grand Prix de lutte de la Ville de Paris qui se dispute sur la scène des Folies-Bergère avait été curieuse, amusante ; curieuse par le spectacle fourni par la présentation des concurrents, amusante par la magistrale façon dont Sabès, Aimable et Laurent le Beaucairois avaient tombé leurs adversaires.

La séance d'hier soir a, par son intérêt, fait prévoir les émotions que nous réservent les luttes des séries suivantes, des demi-finales et de la finale, alors que les concurrents de troisième ordre seront éliminés et que resteront en présence les athlètes qui joignent la taille et la force à la science.

Les luttes d'hier soir ont été remarquables. Elles ont mis aux prises des spécialistes de la lutte, qui ont lutté avec une science et avec une vigueur que le public a salués par des acclamations et des applaudissements chaleureux.

Les deux clous de la soirée ont été le colosse Daumas dit Pique-Planque, qui pèse la bagatelle de 138 kilos, et pour l'amateur Loir, qui s'est admirablement comporté.

Les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séries — les trois premières avaient été luttées la veille, — disputées hier soir, ont donné les résultats suivants :

5<sup>e</sup> poule : Constant le Boucher bat Ajax le Hollandais, Salomon et Gérard de Lille.

6<sup>e</sup> poule : Daumas dit Pique-Planque triomphe de Joly, de Mieville et de Julius.

Ce soir, à dix heures, continuation, aux Folies-Bergère, du grand Tournoi international de lutte organisé sous les auspices du *Vélo*.

Hier soir, première séance mensuelle de l'année au Photo-Club de Paris, dans les nouveaux locaux de la rue des Mathurins, si brillamment inaugurés au printemps dernier.

Après une communication des plus intéressantes faite par M. A. Berget, l'éminent collaborateur de M. Lippmann, M. Gers a fait passer sous les yeux de ses collègues de très intéressantes projections cinématographiques.

Remarqué dans l'assistance : Mme R. Demachy, Mlle Bucquet, Mmes Brémard, Guérin, Huguet, Binder-Mestrod, etc.

On a donné bien souvent la liste des boissons favorites de nos honorables à la buvette ou à la tribune. Vins de choix, liqueurs de marque, tout s'y trouve. Mais il est une boisson qu'ils préfèrent de plus en plus, depuis qu'en ayant goûté ils ont pu l'apprécier : c'est l'absinthe Premier fils, qui vient au premier rang des produits consommés en 1898.

## Hors Paris

Si la saison hivernale avait été retardée par la clémence de la température, par contre les arrivages, depuis quelques jours, sont de plus en plus importants.

Tous les trains de Paris et de Calais arrivent bondés de voyageurs, et tous trouvent au bord de la Méditerranée un bon soleil et de tièdes brises qui, bien vite, feront disparaître les vestiges des influences actuelles si nombreuses dans les pays du Nord.

Parmi les dernières arrivées à Monte-Carlo, citons : Mrs Keep, de Londres, Mm. Gall, de Vienne ; C. D. Hall, de Londres ; baron Louis de Meyer, de

Dresde ; marquis de S. Elia ; comte Mazzani ; M. Hudson ; M. et Mme Ewenn ; M. Bloch ; MM. Rowinor, Wilkinon, Stuart Van Sanghendonek ; Mr et Mrs Roland Brown ; Captain Warden, de Londres, etc.

## Nouvelles à la Main

Nos enfants.  
— Pauline, qu'as-tu fait de ta poupée ?  
— Maman, je l'ai perdue.  
— Par exemple !  
— Oh ! mais, je sais où elle est... Je l'ai perdue exprès, pour avoir le plaisir de la retrouver !

Dans le monde où l'on tripote.  
— Palanquin est décidément un monsieur à ne pas fréquenter. On m'a raconté sur lui des histoires fort peu édifiantes.

— Vraiment ?... Vous faites bien de me dire cela : je ne lui rendrai pas l'argent qu'il m'a prêté !

Le Masque de Fer.

## M. de Marcère et la Revision

Monsieur le Rédacteur en chef,  
A la suite du compte rendu de la séance du Sénat, tout rempli de l'allocation de M. Wallon, vous ajoutez ces mots : *C'est M. Wallon qui ne sera pas content*.

Pourquoi donc ne serais-je pas content ? M. Wallon, en consacrant son allocation solennelle à l'idée émise par M. Ch.



vivante; dès demain, elle sera une personne agissante.

Comment agira-t-elle? L'orateur l'indiqua en termes excellents et de la façon la plus nette :

Aujourd'hui, demain et toujours, la Ligue veut être et demeurer absolument étrangère à toute question politique et religieuse, ou de doctrine économique; elle ralliera les citoyens sur le terrain d'une opinion unique: l'opinion du contribuable qui va porter son argent chez le percepteur.

Rires et applaudissements prolongés. M. Jules Roche précise le programme d'action projeté :

La Ligue fera circuler des listes d'adhésions; elle instituera des conférences, et la première de ces conférences sera donnée à Lyon, le 20 de ce mois, par M. Beauregard.

Puis le pétitionnement s'organisa.

Vous voyez, continue l'orateur, que nous ne faisons point mystère de nos intentions; il n'y a pas chez nous de « collets noirs », et nous consignons à la lumière du jour. Nous pétitionnerons donc. Et l'objet de ce pétitionnement sera simple : nous demanderons au Parlement de faire, lui aussi, non pas suite (je n'ai pas dit suite) mais la suite de la loi de 1893; nous lui demanderons de consacrer au sacrifice de son droit d'initiative en matière de crédits...

Ce droit est « constitutionnel », messieurs, j'en demeure d'accord; mais me permettra-t-on de dire qu'il me semble en contradiction à la fois avec la raison d'être philosophique avec la genèse historique de toute représentation nationale?

Les premiers bourgeois, qui vinrent chez nous apporter au « prince » les doléances du peuple ne songèrent point à lui proposer des moyens supplémentaires de dépenser leur argent; c'est au contraire contre l'abus ruineux de certaines dépenses que leur résistance s'organisa. Et cela, messieurs, c'est la vraie tradition parlementaire. Les Parlements doivent être avertis. C'est une partie de leur raison d'être, et leur première fonction.

Ceux qui pensent ainsi, à la Chambre même, affirment l'orateur, sont déjà plus nombreux qu'on ne pense; il faut qu'ils y soient témoins ou tard la majorité, et la Ligue les y aidera.

M. Jules Roche demande donc aux membres présents d'assurer par leur confiance la plus grande liberté d'action possible à ceux qui la dirigeront.

Vous nous permettrez, n'est-ce pas, d'être un peu dictateurs; nous n'en abusons pas. Mais si, à l'usage, quelques modifications de détail nous semblaient devoir être apportées à vos statuts, si l'adjonction d'un vice-président, par exemple, à votre bureau, ou de quelques membres à votre Conseil général nous semblait nécessaire, nous vous demandons de ne pas nous obliger — dans l'intérêt même de votre tranquillité — à convoquer une Constituante pour cela!

D'unanimes applaudissements répondant à ces déclarations, et la discussion s'engage.

Elle ne dure pas longtemps. Cinq ou six personnes présentes, sur le fonctionnement futur de la Ligue, son programme, son mode d'action ou sa composition, de courtoises observations auxquelles M. Jules Roche répond en peu de mots, ou demandent des éclaircissements qui leur sont aussitôt fournis. Après quoi, lecture est donnée des statuts projetés; l'exposé des motifs qui les précède mérito, lui aussi, d'être reproduit en entier.

**Les sous-signes.** Considérant qu'il résulte des documents produits par le ministère des finances lui-même, à l'occasion du budget de 1899, que le total des dépenses ordinaires, qui s'élevait à 2,632 millions en 1874, après la liquidation des conséquences de la guerre de 1870-1871, s'élevait aujourd'hui au moins à 3,475 millions, soit une augmentation de 882 millions par an dans la charge actuelle des contribuables, correspondant à une progression moyenne de 34 millions par année;

Considérant que si, sans s'arrêter aux chiffres apparents, on analyse le fond des choses, il est aisé de voir que cette progression va en augmentant; qu'elle est au moins de 45 millions par an depuis 1893 et menace de s'élever beaucoup plus haut;

Considérant que le total des charges nettes de la Dette publique s'élevait, en 1874, à 965 millions; que, depuis lors, trois conversions de la rente ont diminué d'une somme de 108 millions par an les intérêts de la Dette consolidée; que les charges nettes de la Dette publique devraient donc être diminuées aujourd'hui au moins de ces 108 millions et par conséquent réduites à 857 millions par an, même en l'absence de tout amortissement;

Considérant que, tout au contraire, ces charges nettes s'élèvent aujourd'hui à 1,452 millions pour l'année 1899 — soit une augmentation de près de 300 millions par an (exactement 205) dans les charges imposées aux contribuables pour le seul service de la Dette publique;

Considérant que les rapports généraux du budget sont unanimes à signaler les périls d'une telle situation et en attribuent la principale cause aux propositions et aux décisions émanant de l'initiative parlementaire;

Considérant, notamment, au point de vue des conditions du travail national et des conditions où se trouveraient, en cas de guerre, pour les besoins de la défense nationale, le Trésor et le crédit public, — qu'il y a urgence à mettre fin à cette situation, en arrêtant immédiatement l'augmentation des dépenses et en adoptant une politique rigoureuse d'économies;

Ont résolu de faire appel à l'initiative des citoyens, devenue le seul instrument de salut possible, et de réunir les contribuables en un véritable et nécessaire syndicat de défense, organisée conformément aux statuts suivants :

#### ARTICLE PREMIER

Il est formé, en dehors de toute question politique ou religieuse, en dehors également de toute question de libre-échange et de protection, une Ligue des contribuables.

Elle a pour objets :

1° D'obtenir que la Chambre des députés, dont la mission est de défendre les deniers des contribuables, supprime — ainsi que l'a fait la Chambre des communes en Angleterre — l'initiative parlementaire en matière d'augmentation de crédits, ou de création directe ou indirecte de dépense nouvelle;

2° D'obtenir, dans le domaine des dépenses, des économies, et dans le domaine des impôts le respect des principes d'égalité devant la loi proclamés et garantis par la Révolution française, dans la Déclaration des Droits de l'homme et dans la Constitution de 1791.

#### ARTICLE 2

La Ligue agit par des conférences, des brochures, des pétitions, des affiches et tous autres moyens de propagande.

Elle peut avoir des succursales dans les départements et dans les communes.

Elle comprend des membres participants et des adhérents.

Les membres participants versent une cotisation annuelle de six francs au moins, payable en une fois.

Les adhérents versent une cotisation annuelle de un franc au moins.

#### ARTICLE 3

La Ligue est dirigée et administrée par un bureau composé de : un président, six vice-

présidents, un trésorier, un secrétaire général et un secrétaire adjoint.

En cas de partage, le président a voix prépondérante.

Le bureau appelle à délibérer, toutes les fois qu'il le juge utile, un Conseil général, composé de 80 membres.

Le bureau et le Conseil sont élus pour deux ans par l'assemblée générale des membres participants.

Ils organisent et nomment eux-mêmes un Comité d'action et de propagande.

Sont en outre membres de droit du Conseil les directeurs des journaux politiques de Paris qui adhèrent à la Ligue.

Toutes les fonctions de membres du bureau et du Conseil général sont entièrement gratuites.

#### ARTICLE 4

Les modifications aux présents statuts ou les dispositions qu'il paraîtrait nécessaire d'ajouter aux présents statuts seront votées en assemblée du bureau et du Conseil, sur la proposition du bureau, et soumises ensuite à la ratification de l'assemblée générale des membres participants, qui aura lieu au moins une fois par an.

Les pouvoirs conférés le 11 janvier 1899 sont valables jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1901.

Paris, le 11 janvier 1899.

Toutes les mains se lèvent. A l'unanimité les statuts sont adoptés. De bruyants applaudissements partent de tous les côtés de la salle.

La Ligue des contribuables est définitivement fondée : elle a sa constitution.

Il ne reste plus qu'à en former le bureau.

La présidence en est confiée à M. Jules Roche — il est à peine besoin de le dire — par acclamation.

Puis l'assemblée adopte à mains levées, et à l'unanimité, la composition suivante du bureau :

**Vice-présidents :** MM. AUDIFFRED, député; BARBOUX, président de l'Union libérale; JONNART, ancien ministre, président de la fédération des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais; comte de SAINT-QUENTIN, membre de la Société nationale d'agriculture; MORTE, industriel, membre de la Chambre de commerce de Roubaix; docteur Pozzi, sénateur.

**Secrétaires généraux :** MM. BEAUREGARD et DULAU, députés;

**Trésorier :** M. EMILE MERCIER, banquier.

Le Conseil général de la Ligue sera ultérieurement constitué. Dès à présent, le concours de MM. Aynard, A. de Montebello, Fleury-Ravarin, Ternaux-Compans, d'Agout, etc., y est assuré.

Rappelons enfin que les adhésions sont reçues :

A la banque Perier, Mercet et C<sup>ie</sup>, 50, rue de Provence;

Au siège de l'Union libérale, 15, rue de la Ville-l'Évêque;

Aux bureaux du Figaro, 26, rue Drouot.

La séance est levée à dix heures. Avant d'en prononcer la clôture, M. Jules Roche remercie les membres de la Ligue, et leur adresse encore quelques paroles d'encouragement.

« Luttons, dit l'éloquent orateur, et ne nous laissons pas rebuter par les obstacles. »

Rappelons-nous les exemples de Cobden. Il fonda sa Ligue en 1839; et ce ne fut que dix ans après qu'elle triompha, pour le plus grand bien de l'Angleterre.

« Ayons du courage, messieurs; et si vous le voulez, nous n'aurons pas besoin de lutter dix ans. »

Bonne soirée pour la Ligue, et bon début!

Emile Barr.

## L'INCIDENT

### QUESNAY DE BEAUREPAIRE

Sous ce double titre « Une nouvelle enquête. — De nouveaux juges », M. Quesnay de Beaurepaire publie ce matin, dans l'Echo de Paris, l'article suivant :

Le vendredi 6 de ce mois, par lettre adressée au premier président, j'avais demandé un supplément d'enquête et offert de déposer sur faits nouveaux.

J'ai donné ma démission le 8, après midi, sans avoir obtenu de réponse. Ma déclaration a paru le 9 au matin, et ce même jour, à quatre heures du soir, M. le premier président m'a convoqué pour recueillir mon témoignage. Dans une dépêche jointe, M. le garde des sceaux s'exprimait que je n'eusse pas fait une déclaration complète dès le premier jour, c'est-à-dire le 28 décembre. J'aurais pu répondre — respectueusement — au ministre qu'il est difficile de signaler en décembre des faits dont on n'a connaissance qu'en janvier; mais j'ai préféré décliner l'invitation. Mes motifs étaient les suivants : sans doute, je ne suis pas encore remplacé, mais j'ai quitté mon service et en fait je n'appartiens plus à la Cour. Dès lors, je n'ai plus à y retourner sur convocation hiérarchique, pour figurer dans une enquête à laquelle on a conservé son caractère d'ordre intérieur. Second motif : j'estime que l'enquête de M. le premier président n'a pas répondu, malgré mes efforts, aux besoins et aux circonstances; qu'il fallait, non pas cantonner les recherches et rapetisser les faits, mais faire grand et large pour sauver la dignité de la magistrature et rendre impossible un arrêt qui serait capable de porter à jamais le respect de la justice au-dessous de son niveau normal. Or, si je me résignais à revenir plus ou moins sur ma démission pour déposer de nouveau dans une enquête dont le caractère avait motivé mon départ, je couvrirais celle-ci par une adhésion formelle; cela pouvait convenir à d'autres, non moi.

Troisième motif : au moment où je recevais la convocation de M. le premier président, quelques amis m'apportaient un article de la Patrie, reproduit par le Temps, et qui contenait sur mon compte les appréciations les plus désobligeantes et les plus hostiles de M. le ministre de la justice. Comme cette vérité de mon chef supérieur ne pouvait avoir d'autre cause que mon ardent désir de faire la lumière, j'en conclus qu'il serait malaisé d'aggraver les mécontentements par une aggravation d'efforts et que ma place n'était plus à cette enquête ainsi comprise.

D'ailleurs, je vous le demande, de quel poids est pesé mon témoignage aux yeux de mes chefs? M. le garde des sceaux ne me considère-t-il pas comme une quantité négligeable de la magistrature, malgré mes vingt-neuf ans de services et mes cheveux gris? Voici, en effet, ce qu'il a dit de moi au rédacteur de la Patrie : « Je ne connais pas M. Quesnay de Beaurepaire; je ne l'ai jamais vu. J'ignore totalement quelles sont ses intentions. Il donne sa démission; c'est bien. Lui ne peut l'en empêcher. »

Un autre, moins discipliné que moi, pourrait trouver inhumaine cette façon de parler de la démission d'un magistrat de mon grade, qui brise sa carrière par esprit de justice et qui demain va solliciter un emploi pour vivre. Un autre, moins discipliné, pourrait s'étonner que l'état-major de la République se vante en 1898 de ne pas connaître ce Quesnay de Beaurepaire qu'il adulait et traitait de sauveur en 1889; mais je sais bien, moi, qu'on ne doit jamais discuter avec ses chefs,

et qu'il faut toujours s'incliner avec un respectueux silence devant leurs actes. Ainsi fera-t-il. N'importe, il est loisible au plus grand des citoyens de se conduire sur les manifestations qui l'insultent; voilà le troisième motif pour lequel je n'ai pas voulu retourner à l'enquête officielle faite par M. le garde des sceaux.

Je tiens à constater qu'en usant de mon droit, en l'occurrence, je n'ai en rien manqué aux convenances et n'ai mis en doute la bonne foi de personne.

Cela étant, comme je n'entendais pas que mon refus de déposer à la Cour pût profiter aux magistrats que je crois coupables, j'ai adopté le parti de me tourner vers le grand juge qui veut tout savoir, vers l'opinion publique, et qui va lui soumettre ma déclaration complémentaire. Tout le monde sera satisfait, cette fois, briser le cadre d'une enquête timide faite dans les petits coins, et que je réclame l'enquête véritable, celle qui permettra de savoir si la majorité de la Chambre criminelle est ou non partielle, si elle est toujours ou non digne de rendre l'arrêt attendu par le pays.

Il faut noter que M. Loew avait choisi comme rapporteur M. Bard, qui était au huitième rang sur la liste des conseillers, au lieu de désigner le doyen de la Chambre. Je demande que l'enquête porte sur les faits suivants : ce choix, fait dans une affaire exceptionnellement grave, n'est-il pas contraire à tous les précédents? M. Bard n'était-il pas, dès cette époque, pour ses attaques contre l'arrêt du Conseil de guerre?

II. Lors des incidents et des divisions de l'instruction, M. le président Loew n'a-t-il pas toujours désigné comme rapporteurs des magistrats acquis à la cause de Dreyfus?

III. L'affaire était circonscrite dans les termes de la question de droit qui se formule ainsi : Y a-t-il révélation nouvelle de faits qui existent dès 1894 et qui, connus des juges de 1894, auraient dû amener à rendre un arrêt d'acquiescement? Je demande si l'instruction à laquelle M. Loew a présidé n'a pas été conduite dans le sens d'un bill d'innocence immédiat, et dans le sens de la réhabilitation d'un des témoins, le sieur Piquart?

IV. Alors que la Chambre criminelle recueillait les dépositions des anciens ministres de la guerre, M. Loew n'a-t-il pas manifesté, après l'audition de ce témoin, et spécialement des généraux, des sentiments d'hostilité et d'aversion qui ont vivement blessé certains magistrats présents?

V. Au nombre des témoins a figuré un ancien officier mis en réforme (pour intempérance, je crois), et qui a donné libre cours à sa rancune en attaquant vivement l'état-major. A sa suspension, d'ailleurs, il a été nommé M. le président Loew n'a-t-il pas exprimé sa satisfaction et son approbation dans des termes qui ont profondément affligé certains magistrats de sa Chambre?

VI. M. le président Loew, en interrogeant des chefs supérieurs et des officiers de l'armée attachés au ministère, ne les a-t-il pas, à plusieurs reprises, questionnés, dérotés ou interrompus, d'une façon qui a rendu l'instruction qui révélerait la part prise?

Les six points énumérés ci-dessus sont à ma connaissance personnelle. Ceux qui suivent se réfèrent à des bruits persistants recueillis au Palais et qu'il est nécessaire de contrôler et de vérifier, aussi bien dans l'intérêt des magistrats visés que dans celui de la justice.

VII. L'agent de la Sûreté qui veillait sur le témoin Piquart, pendant les deux semaines que celui-ci a passées au Palais, aurait constaté qu'en certains endroits où Piquart échapait aux regards il était rejoint par un magistrat, et que le temps écoulé l'amenait à croire à un complot prémédité.

VIII. M. le président Loew, avant ou après ses audiences, aurait été hors du Palais, de fréquentes conférences avec M. Leboucq, ami de Piquart et de la famille Dreyfus.

IX. M. le conseiller Dumas, chargé par M. Loew d'une partie de l'instruction, aurait eu, hors du Palais, de fréquentes conférences avec des parents et des amis de Dreyfus.

X. M. le général Chanou, chargé des renseignements intéressants à fournir sur les précédents d'instruction de M. le président Loew.

Et, d'autre part, cet officier général, parlant à M. le premier président de la Cour de cassation d'une communication possible du dossier secret à la Chambre criminelle, aurait dit : « Je n'ai rien à vous dire, mais si vous le voulez, je vous en dirai tout ce que vous voudrez, ce sera peine perdue. Leur siège est fait, ils iront jusqu'au bout. »

(Si ce n'est pas le texte de la réponse, c'en est le sens.)

En admettant que la réponse ci-dessus ait été réellement faite, il y aurait lieu d'entendre comme témoin M. le premier président. Mais, car il n'est pas admissible que le chef de la compagnie ait parlé en ces termes de ses collègues sans connaître des faits très graves à leur charge.

Voilà l'enquête telle que je la conçois. La Chambre criminelle est soupçonnée? Cela suffit pour que l'on pénètre jusqu'au fond de la Chambre criminelle, afin de savoir si elle est impariale ou si elle est partielle. Je n'ai pas admis qu'on procédât différemment. Les magistrats doivent jouir de toute leur autorité morale; le respect de leurs arrêts est à ce prix. Lorsque la question de partialité est soulevée, tout doit s'arrêter jusqu'à ce qu'elle soit résolue. Ce qui me dépasse, c'est qu'on ne veuille jamais, de notre temps, envisager d'une façon sérieuse l'aspect de la justice. Voyons! qu'on repense la situation par n'importe quel moyen empirique, l'arrêt ne convaincra personne si MM. Loew, Bard et Dumas participent au vote sans avoir été innocents au préalable. Dans l'état actuel, ils sont et demeureront suspects. Alors, on dira partout que la magistrature est au-dessous de son niveau normal. Second motif : j'estime que la justice échoue et protège des coupables au sein des compagnies judiciaires; ce sera la fin!

A l'inverse, si le gouvernement et la Cour procèdent énergiquement, sans acceptation de personnes et dans l'intérêt de la vérité, notre magistrature se relèvera, plus grande que jamais, étant restée pure dans l'opinion, au prix d'une amputation nécessaire.

Si l'enquête n'est qu'un procédé à une enquête, mais elle est inacceptable dès lors qu'elle n'a été que partielle.

Les partisans de Dreyfus soutiennent qu'elle n'a rien produit? Allons donc! C'est en vain qu'on essaye de rire des « gros chauds et autres misères ». Ce n'est pas tout : lorsqu'on appartient à la Cour suprême, les moindres démarches ont leur valeur, les moindres mots leur importance; et lorsqu'on fait ce qui ne s'est jamais vu à la Cour de cassation, à aucune époque, c'est qu'on a enfreint la loi écrite ou la loi morale.

Si l'enquête ébranle la tant donné, que ne donnera pas la grande enquête? C'est cette dernière que je réclame pour l'honneur de la robe que je n'ai jamais voulu porter et que j'ai refusé de porter longtemps. L'opinion publique l'exige, sa nécessité s'impose.

Ne touchez pas à l'arrêt d'un Conseil de guerre, ne touchez pas à l'autorité de la chose jugée, sans que l'impartialité du juge soit certaine, et sans que la légalité soit respectée.

J'en appelle à tous les dreyfusistes de bonne foi; ils doivent se joindre à moi pour réclamer des magistrats indiscutés et une décision indiscutable. Désirer autre chose, c'est aspirer aux ténébreux.

Il faut que la France entière s'incline devant l'arrêt et désarme; notre sécurité nationale est à ce prix.

Conférence de la Cour vers les partisans de l'innocence de Dreyfus, avec la loyauté qu'on doit à ses adversaires, et le leur dis : Répudiez MM. Loew et autres qui vous servent trop pour ne pas vous desservir, acceptez à leur

place des magistrats sans opinion préconçue, vertueux esclaves du Droit. Je le leur dis encore : « Les quinze membres de la Chambre criminelle ont été divisés et troublés, ils ont fait naître, autour d'eux un malaise général; acceptez à leur place la Cour de cassation tout entière. On ne peut nier que les garanties-offertes par les juges élevés de France offrent plus de garanties qu'une Chambre enervée par ses divisions. Ils nous donnent, aux uns comme aux autres, cette confiance et cette sécurité nées de leur nombre, de l'assemblée de leurs lumières, de la diversité de leurs idées et de leur origine. »

Si les dreyfusistes qui jettent l'opprobre de la résistance à ce projet, c'est qu'ils aiment l'ombre et la faveur, et si les considèrent alors comme ayant fait l'aveu du crime de leur ami.

Il nous faut l'enquête et le déplacement de la compétence.

L'enquête, puisqu'il s'agit de l'honneur de la Cour, ne peut être faite que par la Cour elle-même. Ce sont les cinq anciens membres soient chargés d'y procéder; tout le monde sera satisfait de leur conclusion.

Le déplacement de la compétence, lui, ne peut être opéré que par une loi. Je n'ai rien à dire sur ce point qui n'est plus de mon domaine. Je puis cependant ajouter que, s'il y a une loi à édicter pour le triomphe de la justice, c'est au ministre de la justice qu'il appartient de la proposer.

## LES AFFAIRES EN COURS

Le Conseil de cabinet qui devait avoir lieu ce matin, jeudi, a été tenu, par exception, hier, mercredi, à cinq heures, le président du Conseil et plusieurs ministres se trouvant retenus ce matin par d'autres obligations.

Le Conseil s'est réuni, comme toujours, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Charles Dupuy.

Les ministres ont examiné les points sur lesquels doivent porter les interpellations annoncées pour aujourd'hui, et ils ont arrêté les réponses aux diverses questions relatives à la démission de M. Quesnay de Beaurepaire et aux autres incidents connexes à l'affaire Dreyfus.

M. Lebret, garde des sceaux, a décidé d'ouvrir une enquête sur les nouveaux faits signalés par M. Quesnay de Beaurepaire.

Parmi les documents, relatifs à la question des aveux de Dreyfus, dont a été saisie la Chambre criminelle de la Cour de cassation figure une lettre adressée au lieutenant-colonel de gendarmerie Philippe à un général qui, avant de déposer l'enquête sur la demande en révision Dreyfus, lui avait demandé de préciser les circonstances dans lesquelles il avait reçu les confidences du capitaine Lebrun-Renaud sur les aveux de Dreyfus. Voici la partie essentielle de ce document :

Mon général,

... Le capitaine Lebrun-Renaud m'a fait part des aveux de Dreyfus presque aussitôt après les avoir entendus, le jour de la parade d'exécution, et je puis même dire que je suis le premier à qui le capitaine Lebrun-Renaud a fait part de son aveu.

Voici ce qui s'est passé :

J'étais de service avec mon peloton en réserve dans la cour de la caserne de l'Ecole militaire et, pendant que le capitaine Lebrun-Renaud gardait Dreyfus dans le corps de garde, je me promenaais à pied précieusement dans le corps de garde. Quelques instants après le moment de l'entrée de Dreyfus, le capitaine Lebrun-Renaud est sorti du corps de garde et, s'approchant de moi, il me dit :

« Depuis que je suis avec cette canaille de Dreyfus, il cherche par tous les moyens à lier conversation avec moi, mais je ne lui réponds pas. Ainsi, il m'a dit que s'il avait livré son secret, il n'aurait été ni insignifiant et que c'était dans le but de s'en procurer de plus importants, ajoutant qu'il était innocent du crime pour lequel il allait être dégradié, mais que dans trois ans son innocence serait reconnue. »

En faisant appel à mes souvenirs, je crois bien que ce sont les paroles textuelles que le capitaine Lebrun-Renaud m'a rapportées.

Puis, après le départ de la voiture cellulaire emmenant Dreyfus, il s'est formé autour du capitaine Lebrun-Renaud, auprès duquel je me trouvais, un groupe d'officiers, la plupart de la réserve ou de l'armée territoriale, parmi lesquels se trouvaient plusieurs journaux. Le capitaine Lebrun-Renaud a dit à ce moment : « Je ne puis citer leurs noms. La conversation s'est alors engagée avec le capitaine Lebrun-Renaud, et celui-ci, à un moment donné, a répété ce qu'il en avait dit quelques instants auparavant. A ce moment, je me suis même permis de toucher le coude du capitaine Lebrun-Renaud pour lui faire remarquer que nous avions des indiscretions devant nous. »

PHILIPPE,

Lieutenant de gendarmerie à Bougie.

M. Lebret, ministre de la justice, a adressé avant-hier soir à M. Forichon, premier président de la Cour d'appel, et non pas au procureur général, comme on l'a dit par erreur, des instructions pour qu'il soit procédé à une enquête sur la publicité donnée à la lettre de M. Grosjean, juge à Versailles.

Le garde des sceaux et M. Forichon ont eu hier matin une entrevue, et le premier président a dû, dans l'après-midi, demander des explications à M. Grosjean.

Le Matin fait prévoir qu'à la suite du rapport de M. le premier président, M. Grosjean sera déféré disciplinairement au Conseil supérieur de la magistrature, qui est, comme on le sait, formé par la Cour de cassation, toutes Chambres réunies.

D'autre part, la Liberté annonce que M. Grosjean aurait déclaré que ce n'est pas lui qui a livré sa lettre à la publicité.

G. Davenay.

## LA JOURNÉE

Jeudi 12 janvier

**Sports :** Assaut d'inauguration de la nouvelle salle Conte, boulevard Malesherbes (9 h. du soir). — Cross-country cyclo-pédestre (9 h. du soir). — Villes d'Alsace.

**Parlement :** Au Sénat, scrutin pour la nomination du président, des quatre vice-présidents, des huit secrétaires et des trois questeurs (2 h.). — A la Chambre, installation du nouveau bureau, fixation de l'ordre du jour (2 h.).

**Le nouvel orthodoxe :** Aujourd'hui, veille du 1<sup>er</sup> janvier russe, service à l'église de la rue Daru (6 h. du soir).

**Le vieux Paris :** Adjudication des travaux de démolition de la prison de Sainte-Pélagie (2 h.). Tribunal de commerce. — Séance de la Commission de permanence du « Vieux Paris » (2 h. 1/2). — A la bibliothèque Lepelletier de Saint-Germain.

**Conférence de la Cour :** Le Roux : l'Algérie et la colonisation algérienne (9 h. 1/2). Grand Cercle républicain, rue de Grammont.

**Reunions :** Dîner annuel des Parisiens de Paris, sous la présidence de M. Casimir-Périer (chez Roncay).

## A PROPOS D'UNE CIRCULAIRE

Nous avons signalé récemment une circulaire adressée par la Préfecture de police aux préfets parisiens. Il s'agit des lotions à base d'éther et de pétrole dont la Préfecture voudrait proscrire l'usage souvent dangereux et toujours inutile; c'est le Conseil d'hygiène lui-même qui l'affirme.

Presque en même temps que cette circulaire, et par une heureuse coïncidence, un nouveau produit destiné aux soins quotidiens des cheveux, « la Delvoline », faisait son apparition.

Préoccupé des inconvénients signalés plus haut, le chimiste distingué qui a composé la Delvoline s'est attaché à constituer, sur les données de l'antipérisse, un produit scientifique qui a pour propriétés d'assainir et de fortifier le cuir chevelu, de prévenir la chute des cheveux, ou de l'enrayer si elle commence. Les expériences faites avec la Delvoline, comme préservatif ou traitement de l'alopécie, ont donné d'ailleurs les résultats les plus concluants.

De plus, la Delvoline, en tant qu'antiseptique, assure à la tête une propreté absolue, condition essentielle de l'hygiène et de la santé. Elle sera, pour les cheveux, l'équivalent de ce que l'eau dentifrice est pour la bouche.

Bien entendu, et cela prouve la valeur scientifique du produit, la Delvoline ne prétend pas faire pousser les cheveux sur des crânes chauves. C'est un problème que seul le charlatanisme s'engage à résoudre. La Delvoline s'adresse à ceux qui ont des cheveux; mais à ceux-là, elle permettra de les conserver; ce qui n'est pas un mince mérite.

Amédée Moreau.

## Le Monde et la Ville

### SALONS

— Le comte et la comtesse Jean de Berteux, le jour même de la fête des Rois



La réception à l'ambassade de France  
A ROME(Par dépêche de notre correspondant)  
Rome, 11 janvier.

Je sors comme ébloui du palais Farnèse, où notre ambassadeur près S. M. le roi d'Italie et Mme Barrère avaient convié, ce soir, le corps diplomatique, les personnages de la Cour, les ministres, le monde officiel et politique, les représentants de l'armée et de la marine, et l'aristocratie romaine.

Les salons de l'ancienne demeure royale de François II de Naples, un peu sombres en temps ordinaire, étaient étincelants de lumière, ruisselants des feux des pierreries et des bijoux, des dorures et chamarrures des uniformes, tranchant sur le noir des habits de cérémonie. Dans ce rayonnement perlait — telles des étoiles — de beaux yeux de déesses.

Extrêmement recherchées les invitations, M. et Mme Barrère ayant su gagner rapidement les sympathies, et l'on tenait en quelque sorte à prouver à notre jeune ambassadeur qu'on lui savait gré d'avoir si bien travaillé, et de travailler encore, au rapprochement des deux pays trop longtemps désunis.

Tout en étant bon diplomate, notre ambassadeur est doublé d'un homme de goût. Les transformations qu'il a faites au palais Farnèse sont des plus heureuses. Le tout était encore rehaussé d'une profusion de fleurs et de verdure, auxquelles des Gobelins de toute beauté faisaient un cadre admirable et des plus artistiques. L'impression était vive quand les invités, pour se rendre au grand salon rouge où avaient lieu les présentations, traversaient les superbes galeries des Carache, magnifiquement éclairées à la lumière électrique. Instinctivement, on laissait échapper un cri d'admiration.

Avec une courtoisie et une grâce aimables, l'ambassadeur et l'ambassadrice recevaient leurs invités, présentés par deux maîtres des cérémonies de la Cour, le comte Santarosa et le comte Premoli. Mme Barrère portait une jolie robe de satin vert bordée d'argent et recouverte de dentelles anciennes, toilette lui seyant à ravir.

Aux côtés de l'ambassadeur se tenaient les secrétaires et leurs femmes :

M. Blondel, son auxiliaire dans l'œuvre de transformation et de nouvel aménagement du palais; Mme Blondel, type de beauté française, avait une robe en point de Bruxelles sur satin bleu de ciel, garnie de zibeline; Mme Bourdieu, en satin gris perlé avec corsage garni de dentelles en point d'Angleterre; Mme Gatine, en satin ivoire avec dentelles en point d'Alençon.

Toutes ces toilettes bien portées étaient des spécimens de goût.

A dix heures et demie, le *ricevimento* battait son plein. La circulation dans les salons devenait difficile. Je renonce à citer des noms. Le nombre des jolies femmes était grand : Rome, l'hiver, en compte beaucoup. La beauté et la distinction de l'élément féminin, la richesse des parures, l'éclat des uniformes étaient en harmonie avec le cadre.

Un peu avant onze heures, les portes du buffet se sont ouvertes. Les dispositions avaient été bien prises pour éviter l'encombrement. Au milieu de l'argenterie et des cristaux, s'élevait un énorme poisson d'un mètre cinquante de long. Le champagne, coulant à flots, a mis des étincelles dans les yeux et répandu la bonne humeur. Tout exquis et bien choisi. Les convives ont fait honneur au buffet.

En sortant, dans les escaliers, j'ai entendu derrière moi un député dire : « La France est en République, mais, quand elle veut, elle fait royalement les choses. »

Félix.

VERMICELLES, MACARONIS AUX ŒUFS  
ET SANS ŒUFS RIVOIRE ET CARRET

## NOTES D'UN PARISIEN

On me raconte une petite histoire bien parisienne, à propos de la *Mioche*, le nouveau drame de Jules Mary, dont la première représentation a lieu ce soir à l'Ambigu. La plus grande partie de la pièce se passe en Corse, et l'auteur, pour bien se pénétrer des mœurs locales, était allé, l'an dernier, y passer la belle saison. Il en avait même rapporté toute sorte d'accessoires : des costumes du pays, des fusils, des pistolets, tout ce que peut comporter une vendetta. Car vous pensez bien qu'il y a une vendetta dans la pièce.

Mais ce n'est pas tout. Avant le soir de la répétition générale, Jules Mary voulut s'assurer que sa pièce était bien dans la couleur locale, et que la note corse était fidèlement traduite. Comment faire ? Il fallait s'adresser à quelqu'un qui connaît bien le pays. Jules Mary songea bien à faire venir le préfet. Mais le voyage était vraiment un peu long. Il s'adressa donc à un des députés du département, faisant appel à son patriotisme pour le prier de venir s'assurer que les décors, les costumes et les personnages étaient bien dans le ton qui convenait au département.

Le député se rendit à l'invitation. Quand on représente son pays, il faut le représenter partout, même au théâtre. Très gravement, il s'installa dans un fauteuil, et, placé entre l'auteur et le directeur, il donna son avis sur les moindres détails, ayant conscience de remplir le mandat que lui avaient confié ses commettants. A un moment même, emporté par la situation et se croyant au milieu de ses électeurs, il s'adressa aux figurants, ahurés, et leur dit : « Mes amis, je compte sur vous pour l'élection prochaine. » A quoi Jules Mary reconnut avec satisfaction que sa pièce, décidément, était bien dans la note...

E.

LA SÉANCE D'AUJOURD'HUI  
à la Chambre

C'est décidément par une interpellation que débute la nouvelle année parlementaire; cette interpellation visera tout naturellement « l'affaire » et les divers incidents qui pousse autour d'elle comme des champignons. Si cette histoire vous ennue... Eh bien ! on va la recommencer.

On tumultue, pour aujourd'hui, un débat trivial et confus. On parlera



## La bonne France

(CEUX QUI SERVENT LES GROGS)

PAR CYRANO



— Il n'y a donc plus rien d'immuable ?  
— Si, ... il y a nous...

longement de M. Quesnay de Beaurepaire, de grogs chauds et de grogs froids, de confessions faites à un ancien président de Chambre par ces garçons de bureau qui constituent la véritable, la seule Cour suprême, par ces loyaux serviteurs qui jugent souverainement, et sans indulgence, des juges qui se croient leurs maîtres.

La Chambre devra discuter une série de motions successives, mais non contradictoires.

De bons esprits, parmi lesquels on s'étonnerait de ne pas rencontrer M. Georges Berry, demanderont d'abord qu'on enquête les juges enquêteurs.

L'un proposera que « trois conseillers doyens procèdent à une enquête sur certains faits reprochés à des membres de la Chambre criminelle » ; l'autre, « qu'on défère au Conseil supérieur de la magistrature MM. Loew, Bard et Dumas ».

On incline à croire que le gouvernement fera écarter sans trop de peine ces deux projets de résolution ; qu'il lui suffira de lire les rapports de M. Mazeau, et surtout d'écarter de quelques observations les racontars de M. Quesnay de Beaurepaire, pour démontrer aux plus prévenus que c'est là beaucoup de bruit pour rien.

D'autres bons esprits demanderont alors qu'on désaisisse la Chambre criminelle ou qu'on vote l'urgence sur une proposition de M. Gerville-Réache, tendant à faire prononcer l'arrêt par toutes les Chambres réunies de la Cour de cassation.

Que fera, que dira le gouvernement ? Sur la question Quesnay de Beaurepaire, on prévoit qu'il sera très ferme et tiendra un langage très net ; on est moins affirmatif en ce qui concerne le désaisissement. Bien qu'il ait, dans le courant de décembre, combattu et fait repousser l'urgence sur la proposition de M. Gerville-Réache, on prétend, on insinue tout au moins, qu'il cherche quelque biais pour contenir les uns sans trop méconter les autres, et c'est là que l'attention de ceux qui convoitent sa succession, cependant peu enviable, ceux qui ont ou pensent avoir quelque injure à venger.

De telle sorte que l'habileté, pour le ministère, consisterait précisément à ne pas vouloir être trop habile, à parler franc et à marcher droit.

Les groupes, par extraordinaire, n'ont pas tenu de petites séances avant la grande, comme ils le font habituellement à la veille des journées orageuses et des scrutins douteux. Ils ont négligé, oubliant toute tradition, de contribuer efficacement au gâchis. La raison en est fort simple : ils sont effroyablement divisés lorsque « l'affaire », la terrible « affaire », est sur le tapis. Les membres d'un même groupe ne parviennent plus alors à s'entendre et là, comme partout, les meilleurs amis commencent par échanger des injures et arrivent parfois aux menaces et aux coups.

Seuls, les radicaux-socialistes ont tenu une courte réunion. Ils ont chargé M. Pelletan d'intervenir dans le débat pour développer avec force cette idée simple : « Comment M. Quesnay de Beaurepaire a-t-il attendu jusqu'à aujourd'hui pour se démettre, alors que, depuis un an, un vote unanime de la Chambre l'a flétri ? » On pourra, d'ailleurs, lui répondre que ce genre de flétrissure n'a jamais tué ni même atteint personne ; que, sans remonter jusqu'à Berryer, M. le duc de Broglie et ses collègues, plus récemment encore M. Méline et ses collaborateurs,

ayant été flétris, ne s'en sont pas portés plus mal.

Paul Bosq.

P. S. — Nous aurons prochainement une nouvelle interpellation, mais sur l'Algérie. M. Barthou vient d'en prévenir M. Charles Dupuy par la lettre suivante :

Monsieur le président du Conseil,

J'ai l'honneur de vous annoncer que j'ai déposé entre les mains de M. le président de la Chambre une demande d'interpellation sur la politique générale du gouvernement en Algérie.

Les interpellations de nos honorables collègues MM. Marchal et Morinaud paraissent devoir envisager presque exclusivement, du moins dans les termes où elles sont annoncées, la situation des indigènes.

Sans vouloir dissimuler l'importance de cette question — dans laquelle je m'associe pleinement aux conclusions de votre remarquable discours du 23 décembre — j'estime qu'elle ne constitue que l'un des éléments du problème algérien. C'est pour saisir la Chambre de l'ensemble de ce problème que je crois devoir prendre l'initiative d'une interpellation plus étendue, qui permettra à toutes les opinions de s'exprimer dans un débat complet. J'accepte d'ailleurs la fixation de la date que le gouvernement croira devoir demander à la Chambre.

Veuillez agréer, monsieur le président du Conseil, l'expression de mes sentiments de haute considération.

Louis Barthou.

## LA CONSTITUTION RÉGNANTE

Toute personne qui tousse doit soigner son rhume sans attendre qu'il se transforme en bronchite susceptible de prendre la forme chronique et de dégénérer en catarrhe.

Si cette précaution n'a pas été prise, si le rhume n'a pas été soigné à son début, s'il persiste longtemps, tout espoir n'est cependant pas perdu pour les porteurs de bronchite invétérée, qui tousent et crachent sans cesse. La science moderne possède heureusement des agents curatifs capables de tarir les sécrétions bronchiques.

Bien des médicaments ont été proposés dans ce but. Un des meilleurs est le Vin Désiles.

Dans cette préparation, agréable au goût autant que le plus estimé des vins fins, le phosphate de chaux, agent de cicatrisation, se trouve combiné à l'iode, agent dépuratif, ainsi qu'aux trois reconstituants végétaux les plus puissants : coca, kola et quinquina.

L'action simultanée de ces médicaments actifs, réunis en un seul breuvage délicieux, explique les résultats merveilleux du Vin Désiles et justifie son emploi dans le traitement des affections bronchiques, que les pectoraux adoucisent, mais qu'ils ne guérissent pas.

D<sup>r</sup> Cendro.

## REVUE DES JOURNAUX

Le commandant Esterhazy répondra-t-il à la citation à témoin qui lui a été adressée par la Chambre criminelle de la Cour de cassation, bien que le saut-conduit qu'il sollicitait, dans sa lettre à M. Mazeau, ne lui ait pas été et ne doive pas lui être délivré ? C'est ce qu'un rédacteur de la *Liberté* est allé demander à l'un de ses conseillers, M. Cabanes. Celui-ci a fait les déclarations suivantes :

— Je viens de rentrer à Paris, après avoir

passé trois jours à l'étranger auprès de mon client. Je dois vous dire tout d'abord que le commandant est plus disposé que jamais à se défendre contre ses ennemis. Sa force de résistance est remarquable. Il a cependant beaucoup vieilli ; il est tout changé, ses cheveux et sa barbe ont blanchi. Abandonné de tous, menacé, outragé, la vie pour lui est un cruel fardeau, et s'il ne s'est pas tué, c'est que ses ennemis auraient profité de sa mort pour le désigner comme un coupable se faisant justice.

Le commandant désire et veut être entendu. Il a manifesté ce désir et cette volonté à M. le premier président Mazeau, dans une lettre que vous connaissez, mais il a réclamé en même temps, avec raison, certaines garanties relatives à sa liberté, garanties qu'on n'a pas voulu lui donner. Il ne s'agit pas, à proprement dire, de sauf-conduit ; au cours des démarches que nous avons faites, M. Sauvel et moi, auprès de MM. Loew, Bertrand et Bertulus, nous avons demandé à ces magistrats la simple assurance qu'Esterhazy, pendant tout le temps que durerait sa déposition, ne serait pas arrêté. Aucun de ces messieurs n'a voulu prendre d'engagement à ce sujet. M. Bertulus nous a dit seulement qu'un jour même où nous l'entretenions, il n'avait pas délivré de mandat d'amener contre Esterhazy mais qu'il ne pouvait pas garantir qu'il n'en serait pas lancé un le lendemain ou quelques jours plus tard.

Vraiment, on fera difficilement croire que l'on désire la lumière, quand on met de pareils obstacles à l'audition d'un témoin qui ne demande qu'à parler. On veut poursuivre son client pour escroquerie ; or, l'escroquerie est un simple délit et on n'incarcère pas tous les auteurs de cette sorte de délits. Pourquoi use-t-on de cette rigueur envers le commandant Esterhazy ?

Le commandant m'a déclaré qu'il s'en remettait à ses avocats de la décision à prendre et que si ceux-ci l'invitaient à venir témoigner, il rentrerait immédiatement en France. Vous comprenez quelle responsabilité nous sommes appelés à prendre. Si notre client, suivant notre conseil, se présentait devant la Cour de cassation et était arrêté sur l'ordre de M. Bertulus, nous aurions à nous reprocher de l'avoir attiré dans un traquenard.

Nous n'avons donc pas encore fait connaître notre avis au commandant. D'un jour à l'autre, d'ailleurs, la situation peut se modifier, et si nous pouvons avoir la certitude qu'Esterhazy peut venir sans crainte d'être arrêté, nous l'inviterons à rentrer en France.

Dans le cas contraire, le commandant enverra une déposition écrite, non pas à M. Loew, ni à M. Manau, ni à M. Bard, qu'il ne veut pas connaître et en lesquels il se refuse à voir des juges, — mais à M. le premier président Mazeau. Cette déposition sera de telle nature qu'il faudra bien que notre client soit entendu. Ses déclarations seront d'ailleurs rendues publiques.

M. Guimbert, président général de la Fédération des mécaniciens de France, adresse la lettre suivante à M. Guieysse, député du Morbihan :

Paris, 11 janvier 1899.

Monsieur le député, Vous vous méprenez étrangement sur les sentiments des chauffeurs-mécaniciens de France : d'une question économique, vous en faites une question politique.

Jamais les mécaniciens ne se sont inféodés à aucun parti politique.

Ils ont fait appel à tous les hommes de bonne volonté pour obtenir la réglementation de leur travail dans l'intérêt de la sécurité publique et des voyageurs en chemin de fer. Cela est si vrai que dans le Bulletin dont on vous fait le service, vous trouverez au Comité des personnes de toutes les nuances politiques.

Pour faire partie de ce Comité, nous ne leur avons jamais demandé si elles étaient d'une religion quelconque.

Vous continuerez toujours, dites-vous, à défendre au Parlement les intérêts des travailleurs, avec le ferme espoir de voir réaliser les réformes que nous désirons tous.

Ah ! si vous étiez efforcé de faire cesser les interpellations qui n'ont abouti qu'à faire

retarder la réalisation des réformes que nous désirons !

Quels sont donc ceux qui ont donné leur approbation au faux Henry et à la proscription sanglante ?

Cherchez-les autre part que chez nous et nos amis.

Oui, nous aimons la France et la République. Hommes de devoir, nous ne faisons pas de politique.

Nous savons quelle mission nous incombe à notre pays est menacé.

Ne laissez pas insultar l'armée ; nous en faisons partie et nos enfants aussi, et vous ne nous ferez pas abandonner notre Patrie et insultar ceux qui ont mission de la défendre.

Signé : GUIMBERT.

La question s'agit, dans les journaux, de savoir si la Cour de cassation peut légalement — à la suite des faits signalés par M. Quesnay de Beaurepaire — évoquer devant elle, toutes Chambres réunies, l'affaire Dreyfus. La *Liberté* a recueilli à ce sujet quelques consultations.

M. Thévenet, ancien garde des sceaux, a répondu qu'il ne croyait pas que le cas actuel se soit jamais présenté ; mais qu'il lui semblait, à première vue, que la chose n'était pas possible.

M. Guérin, sénateur, ancien garde des sceaux a été plus affirmatif que M. Thévenet :

Il n'est pas possible à la Cour de Cassation a-t-il dit, d'évoquer devant elle, toutes Chambres réunies, l'affaire Dreyfus, sans une loi de circonstance.

Il n'existe aucun moyen légal de dessaisir la Chambre criminelle, qui est régulièrement saisie par le dépôt de la requête en révision du garde des sceaux et le réquisitoire du procureur général.

Si le Parlement votait une loi de circonstance et d'exception, cette loi aurait l'air d'être dirigée contre la Chambre criminelle. Je ne crois pas que le Parlement puisse entrer dans cette voie.

M. Mimerel, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation :

Les procès en révision sont de la compétence de la seule Chambre criminelle et — je vous le dis en toute impartialité — je ne vois pas que la bonne administration de la justice gagnerait à ce que les affaires de révision fussent toutes portées devant la Cour de cassation, réunie en audience plénière.

Vous savez que, depuis quelque temps déjà, la Chambre criminelle, au lieu de trois audiences par semaine, en tient cinq et quelquefois six — ce qui est un labeur épuisant — pour s'occuper de l'affaire Dreyfus, et qu'elle ne consacre que de rares heures aux autres affaires. Si la Cour, toutes Chambres réunies, se livrait ainsi à une enquête approfondie sur une affaire, à l'exclusion de toutes les autres, le fonctionnement de la justice serait arrêté. D'ailleurs, si on met en suspicions les membres de la Chambre criminelle, on pourrait tout aussi bien trapper de suspicion les conseillers des autres Chambres.

La Chambre criminelle a conduit son enquête avec l'intention manifeste d'aboutir à la lumière. Elle a entendu en premier lieu les cinq ministres de la guerre et le général Rogot, puis elle a reçu les dépositions de témoins favorables à la révision ; elle entendra bientôt les officiers d'état-major et même le commandant Esterhazy, si toutefois il répond à la citation. Et l'on n'accusera pas le rapporteur de peser sur les témoins qui déposent — à l'exception de quelques-uns dont les déclarations sont peu importantes — devant toute la Chambre. Les conseillers enquêteurs pourront donc rendre leur arrêt en pleine connaissance de cause. Aucune affaire de révision n'aura donc lieu à aussi longue et aussi minutieuse enquête, pas même celle de Pierre Vaux.

La Revue de l'Art ancien et moderne, dirigée par M. Jules Comte, inau-

gure sa troisième année avec un numéro hors de pair, où nous remarquons notamment : *Fantini Latour*, par M. E. Bénédite, avec une lithographie originale du maître ; une exquise étude sur la *Musique russe*, signée Camille Bellaigue ; un savant article sur les *Bibelots du Louvre*, par M. Molinier ; enfin, un chef-d'œuvre du burin de M. Achille Jacquet, d'après un petit Reynolds qui avait figuré à l'Exposition des portraits d'enfant organisée, l'an passé, à l'Ecole des beaux-arts.

Succès oblige ! A ses fascicules mensuels, la Revue vient d'ajouter un *Bulletin* hebdomadaire qu'elle offre à ses abonnés. Le premier numéro, qui vient de paraître, contient une « Chronique des ventes » signée de MM. Marcel Nicolle, du musée du Louvre, pour les tableaux et objets d'art ; Henri Bouchot et Babelon, de la Bibliothèque nationale, pour les estampes et les médailles, et Henri Beraldi pour les livres...

Pas de commentaires, n'est-ce pas ?

Le Liseur.

## AVIS DIVERS

DENTS et DENTIERES sans crochets, ressorts et plaque. Adler, seul inventeur, 16, av. Opéra.

INGELURES, GERÇURES prévenues ou détruites par la Pâte des Prélats. Parf. Exotique, 33, rue du 4-Septembre. Eviter contrefaçons.

A L'OCCASION DU TERME, Exposition de Mobiliers complets, Tentures, Sièges et Tapisseries par milliers aux GRANDS MAGASINS DUFAYEL. Nous rappelons à nos lecteurs que cette maison est la seule qui garantisse ses marchandises pendant trois années, et qui les expédie franco d'emballage dans toute la France.

DIAMANT limit. par suite. ERNEST, 24, Italiens.

POUR N'ÊTRE JAMAIS MALADE, lisez le *Journal de la Santé*, hebdomadaire. Abonnement 6 fr. par an. 15, rue Bonne-Nouvelle, Paris.

PETIT PAIN RICHÉLIEU 92. — Tél. 126.20.

CHIEUX ABONNÉS et sains, en détruisant les pellicules par la LOTION VERTE de LENTHERIC, 245, rue Saint-Honoré, Paris. 5 francs. — Franco 5 francs 85.

M<sup>lle</sup> LACHAPPE, maîtresse sage-femme, reçoit, en consultation, de 2 à 4 h., 27, r. Montabaur, les dames malades, stériles ou enceintes.

GOUTTE, GRAVELLE, RHUMATISMES. Guérison immédiate assurée par LA LISERONNE DAVYSONN.

(Envoi franco de la brochure) PHARMACIE NORMALE, 17 et 19, rue Drouot, 15 et 17, rue de Provence, Paris.

UN PEU de Duval de Ninon, suave poudre de la Parf. Ninon, 31, rue du 4-Septembre, sur vos traits fatigués, bistres, les fait resplendir aussitôt de fraîcheur et de jeunesse.

## Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu, pour les misères recommandées par le *Figaro* :

De M. P. A. (pour Mme veuve Jeandelle, 80 fr., pour Mlle Camille Lustemberg, 10 fr., pour M. Abat, 10 fr.). Total, 50 fr.

De M. F. C. 20 fr. qui ont été remis à la famille Raymond, à Courbevoie.

LE CRIME DE LA RUE PIERRE-LEROUX

M. le juge d'instruction Lemerrier a entendu hier de nombreux témoins de moralité, notamment la mère de Mathieu, dit « Petit Pierre », une très brave femme qui a versé d'abondantes larmes, en donnant au juge des détails sur la vie de son fils, devenu assassin malgré tous les bons conseils et les encourage-



gements qu'on lui prodiguait. Ces divers témoignages n'ont amené la révélation d'aucun fait nouveau autre que ceux que nous avons longuement racontés hier.

M. Lemerrier a pu cependant tirer des aveux complets de la fille Angèle Binaux, maîtresse de Mathieu, et au domicile de laquelle, rue Gille-Cour, s'était opéré le partage du butin après l'accomplissement du crime. Angèle Binaux avait, nous l'avons dit, tenté d'innocenter absolument son ami, mais elle a compris que ses mensonges ne pouvaient lui servir, étant données les dépositions accablantes de Burt et de Martin, faites à la Morgue et au cours de la confrontation.

Alors elle a tout raconté, la préméditation, le prêt du couteau fait par Mathieu à ses deux complices, ce qui fait que maintenant l'instruction marchera très rapidement.

Burt et Martin, qui sont tous deux à la prison de la Santé, n'ont pas été interrogés hier. Martin se préoccupe beaucoup de ce que peuvent raconter de lui les journaux. Burt est dans un état complet de prostration.

Les Parisiens friands et délicats apprécient fort la panification de la boulangerie Zang, déjà si connue par son pain grillé Jaquet, et qui, avec la création du pain Richelieu, a acquis une incontestable réputation, car cette merveille de pain français fait les délices des tables aristocratiques et se trouve sur toutes celles de nos restaurants à la mode.

C'est qu'en effet, croustillant et moelleux, d'un blanc pur, d'une finesse et d'un goût incomparables, rien n'est exécuté comme le « pain Richelieu 32 ».

De nombreux billets de banque faux étaient mis en circulation depuis plusieurs mois sans qu'on pût découvrir les auteurs de ces émissions.

Ces billets étaient parfaitement imités, et il fallait toute l'attention des employés de banque pour qu'on pût s'apercevoir de cette fraude, qui menaçait de prendre de graves proportions.

Le service de la Sûreté fut prévenu; des recherches très longues furent faites; elles viennent d'être couronnées de succès.

MM. Cochefert et Hamard ont, en effet, hier, arrêté trois des principaux auteurs de ces billets, qui ont été opérés des perquisitions et des saisies à Suez-Bonneuil, à Vincennes et rue Michel-Bizot.

En hiver, lorsqu'on habite la campagne, loin de tout ce qu'on se trouve atteint d'une maladie quelconque intéressant l'estomac, les bronches, les maladies de la peau, des dérangements, rhumatismes, etc., on est souvent embarrassé pour se soigner. En ce cas, il nous semble utile de rappeler qu'un monsieur, ayant été lui-même radicalement guéri après avoir essayé de vain tous les remèdes, préconise, offre gratuitement de faire connaître à tous ceux qui seront atteints d'une des maladies énumérées plus haut un moyen infailible de se guérir promptement. Ecrire à M. Vincent, 8, place Victor-Hugo, à Grenoble.

**CHEVAL EMBALLÉ**  
Le cheval attelé au fiacre 2444 de la Compagnie générale des petites voitures, effrayé par le passage d'un tricycle à pétrole, s'est emballé, hier matin, sur le boulevard Montmartre, à la hauteur du numéro 48. Les efforts du cocher pour le maîtriser étaient impuissants et de graves accidents pouvaient se produire. N'écouant que son courage, le sous-brigadier Gerbault, de la brigade des voitures, s'élança à la tête de l'animal; malheureusement, au moment où il allait saisir la bride, il glissa et tomba.

Les roues de la voiture lui passèrent sur le corps.

Un gardien de la paix nommé Regnaud, du même service, fut plus heureux que son supérieur, et parvint à arrêter le cheval après avoir été traîné sur un parcours assez long.

Ces deux courageux agents, qui ont été sérieusement blessés, ont reçu des soins dans une pharmacie, puis ils ont été reconduits, chacun à son domicile.

**LES CAFÉS CARVALHO**  
Sait-on que c'est l'empire de Ménélik qui nous a fait ce royal cadeau qu'on appelle le café? Elle est en effet originaire d'Abysinie cette plante merveilleuse à qui nous devons, après les plus consciencieuses sélections, les exquis Cafés Carvalho. En vente par boîtes cachetées, 33, rue Turbigo; 26, rue Cadet; 15, rue de Châteaudun; 34, rue du Bac, et partout. Exiger le nom et la marque sur chaque boîte.

Les gardiens de la paix Porrot et Boudan, en tournée de service, l'avant-dernière nuit, aperçurent, en s'engageant dans la rue Caumartin, plusieurs individus très occupés à fracturer la devanture d'un magasin. S'avançant à pas de loup, en se dissimulant de distance en distance dans l'encoignure d'une porte, ils arrivèrent à peu de distance des malfaiteurs sur lesquels ils s'élançèrent. Mais l'un de ces derniers, posté en sentinelle, aperçut les agents et donna l'alarme. Tous détachèrent à toutes jambes, poursuivis par les gardiens qui réussirent à capturer un des fugitifs.

Au poste où il a été conduit, cet individu, un nommé Arden Valtay, âgé de dix-neuf ans, paveur, demeurant rue des Amandiers, 80, a été trouvé porteur d'une pince-mousigneur, d'un ciseau à froid, d'un revolver chargé de cinq balles et d'un troussseau de fausses clefs; un attirail complet de cambrioleur.

M. Guénin, commissaire de police, a en-

voqué hier matin au Dépôt ce gredin, qui a refusé de nommer ses complices.

Jean de Paris.

**Mémoire.** — Un ouvrier terrassier occupé aux travaux du chemin de fer d'Orléans, qui Voltaire, est tombé accidentellement hier matin, dans un puits profond de sept mètres. Transporté mourant à la Charité.

J. de P.

## Gazette des Tribunaux

**POLICE CORRECTIONNELLE :** Le procès Judet-Zola. — COUR D'ASSISES : La bande de Neuilly. Verdict.

Un des innombrables procès engendrés par l'affaire Dreyfus est venu hier mercredi devant la 9<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, présidée par M. Rouleau.

Il s'agit de la poursuite en dénonciation calomnieuse exercée contre M. Emile Zola par M. Ernest Judet, chef du service politique du Petit Journal.

Rappelons sommairement qu'au lendemain de la publication des lettres du colonel Combes accusant son père d'avoir été chassé de l'armée pour malversation, M. Emile Zola intenta un procès en diffamation à M. Judet et qu'au cours des débats il fit déposer contre lui, par son avoué, à la barre, une plainte en usage de pièces fausses.

Une information fut donc ouverte de ce chef contre M. Ernest Judet, et sur sa demande même.

Elle aboutit à une ordonnance de non-lieu.

Cette ordonnance rendue, M. Ernest Judet se retourna contre son accusateur; il porta contre lui une plainte en dénonciation calomnieuse, et c'est ce second procès qui se plaideait hier à la 9<sup>e</sup> Chambre.

Défait à été, naturellement, donné contre M. Emile Zola.

Au nom de M. Ernest Judet, M. Joseph Ménard a demandé au Tribunal de condamner M. Zola à 40,000 francs de dommages-intérêts et à 10 insertions de jugement à intervenir.

M. Joseph Ménard a expliqué dans sa plaidoirie que les détournements dont M. Zola père se serait rendu coupable en 1832, alors qu'il était lieutenant en Algérie, ont été révélés à son client par une lettre qu'il trouva dans son courrier.

Il se renseigna aussitôt auprès du général en retraite de Loverdy, qui avait connu les faits, et c'est alors seulement qu'il publia les lettres du colonel Combes, ancien chef du lieutenant Zola.

Ces lettres sont-elles authentiques? L'instruction à laquelle il vient d'être procédé a établi que l'une d'elles existe encore dans les archives du ministère de la guerre.

M. Cavaignac a même autorisé M. Flory, juge d'instruction, à en opérer la saisie. La seconde, moins importante, a existé aux archives militaires de Constantine, mais on n'a pu la retrouver.

M. Ernest Judet n'a d'ailleurs publié que de simples copies de ces deux pièces, et ne pourrait à aucun degré, comme le fait remarquer l'ordonnance de non-lieu, être juridiquement incriminé d'usage de faux.

M. Joseph Ménard ajoute que M. Emile Zola ne pouvait ignorer les fautes que son père avait commises. En soutenant que les lettres du colonel Combes étaient fausses, il a donc agi de mauvaise foi, et dès lors le délit de dénonciation calomnieuse est établi contre lui.

Le Tribunal, après un court délibéré, a rendu le jugement qu'on va lire, et qui est surtout curieux par les motifs d'attribution qu'il renferme :

**Le Tribunal.**  
Attendu qu'à la suite de la publication par le Petit Journal des deux lettres du colonel Combes, Zola déposa entre les mains du procureur de la République une plainte en faux contre Judet;

Qu'une instruction ouverte sur cette dénonciation aboutit à une ordonnance de non-lieu;

Attendu que, sans rechercher à quelles préoccupations Zola a pu obéir en déposant la plainte susvisée, il est constant que rien ne lui permettait d'affirmer que Judet avait fait sciemment usage de pièces fausses ou falsifiées; que sa bonne foi doit dès lors être écartée;

Attendu qu'il y a lieu toutefois, au point de vue de l'application de la peine, de constater que Zola a pu être légitimement ému par la publication de documents constituant des pièces de service, ayant un caractère confidentiel, et dont, par suite, en les supposant véritables, Judet n'aurait jamais dû avoir communication;

Par ces motifs, le Tribunal condamne par défaut M. Emile Zola à 400 francs d'amende, 500 francs de dommages-inté-

rets envers M. Ernest Judet, et deux insertions du jugement à raison de 100 francs par insertion; ces insertions ne pourront être faites, ajoute le Tribunal, que lorsque le jugement par défaut aura acquis un caractère définitif.

Voici, à titre de document, le texte de l'assignation en diffamation signifiée hier à M. Joseph Reinach, à la requête de la veuve du lieutenant-colonel Henry :

A la requête de Mme Berthe-Amélie Bertin, court, veuve Henry, agissant tant en son nom personnel que comme mère et tutrice légale de Louis-Paul-François Henry, son fils mineur, demeurant ladite dame à Paris, avenue Duquesne, n° 43, pour laquelle domicile est élu à Paris, rue de la Grange-Batelière, n° 12, y demeurant, pris comme civilement responsable des délits de diffamation et de fausses nouvelles et de l'encontre des sieurs Chambré et Reinach, audit siège où étant et parlant à un employé du journal;

Et au sieur Reinach et au sieur Chambré, imprimeur gérant du journal le *Sicte*, par copies séparées.

A comparaitre le vendredi vingt-sept janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, jour fixé par l'ordonnance susénoncée, à onze heures précises du matin, à l'audience de la Cour d'assises de la Seine, seant au Palais de justice, à Paris, local ordinaire de la Cour d'assises pour :

Attendu que, dans une série d'articles insérés et publiés dans le journal le *Sicte*, le sieur Joseph Reinach a nettement accusé le colonel Henry d'être l'auteur de la trahison reprochée, d'après lui, injustement à Dreyfus;

Que, dans le numéro du *Sicte* du 26 novembre 1898, il écrivait en première page, première colonne : « M'expliquant il y a quelques jours à cette place sur le cas du colonel Henry, sur son faux et sur son suicide, j'écrivais que deux hypothèses seulement sont possibles; Henry-Curtius, faussaire et parjure par dévouement à l'état-major, héros criminel ou Henry, espion et traître, complice d'Esterhazy »;

Qu'il terminait ledit article par les lignes suivantes : « Et sans doute je n'ai pas encore, malgré tant d'indices et même de preuves, le droit d'affirmer que Henry était le complice d'Esterhazy. Il faudrait d'autres faits encore pour permettre une pareille assertion. Mais j'ai le droit de dire qu'une instruction s'impose. J'ai le droit de dire que, du premier jour où il vit le bordereau, Henry a su que le traître c'est Esterhazy »;

Attendu que le sieur Joseph Reinach a formellement précisé l'imputation diffamatoire dans un article publié en première page, première, deuxième et troisième colonnes, par le journal le *Sicte*, en date du mardi 6 décembre 1898, article intitulé : « Henry et Esterhazy », commençant par ces lignes :

« M. Paul Déroulède, poussé, avant-hier, à Champigny, une fois de plus, son cri de guerre : « Vive l'armée ! A bas les traîtres ! » Ce cri, nous le poupons tous; il n'a pas cessé d'être le nôtre depuis le début de cette campagne »;

Et se terminant par ces lignes : « Et il n'y a plus de traîtres en France, monsieur Déroulède, puisque Esterhazy est en fuite... »;

Attendu que, dans l'article qui précède, le sieur Joseph Reinach écrit notamment : « Il s'agit seulement de savoir qui sont les traîtres. Or, jusqu'à présent, il n'y en a que deux qui soient avérés : Esterhazy et Henry. Je crois pouvoir dire, de mon hypothèse, que Henry fut le complice d'Esterhazy, qu'elle devient, qu'elle est devenue une vérité »;

Attendu que, dans ce même article, le sieur J. Reinach écrit : « Et Henry se remet à l'œuvre avec Esterhazy. Est-ce pendant cette année que les deux traîtres et Schwartzkoppen firent leurs plus belles récoltes, Schwartzkoppen de renseignements; Henry et Esterhazy d'écus, pris de cent mille francs »;

Attendu que l'imputation de trahison et celle d'avoir partagé avec un complice près de cent mille francs, prix de la trahison, sont évidemment de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du colonel Henry; que de telles imputations sont les plus graves qui puissent être dirigées contre un homme, et spécialement contre un soldat.

Attendu que, dans une série d'articles suivants, publiés dans le même journal le *Sicte*, notamment dans un article paru le 8 décembre 1898, en première page, le sieur J. Reinach a réitéré ses accusations, qu'il déclare exactes, précises, irréfutables.

Attendu que ces imputations qui, tant par le fait du journal le *Sicte* que par le fait d'autres journaux, ont eu la plus grande publicité, constituent au premier chef le délit de diffamation prévu et puni par les articles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 42, 43, 44, 45, 47, 50, 52, 53 et 54 de la loi du 29 juillet 1881.

Le rédacteur de l'assignation expose ensuite que, si Mme veuve Henry a choisi la juridiction de la Cour d'assises, c'est que M. Joseph Reinach lui-même l'a

mise, pour ainsi dire, au défi de l'y appeler :

Attendu qu'en réponse à une lettre de Mme veuve Henry le sieur J. Reinach a, dans le journal le *Sicte* paru le 9 décembre 1898, publié en première page un article qui se termine ainsi : « Tout le monde comprendra à quel sentiment nous obéissons en déclarant tout contre avec la malheureuse signataire de cette lettre. La loi lui offre le moyen d'établir que le colonel Henry n'aurait pas été complice des trahisons du commandant Esterhazy : c'est de nous poursuivre en Cour d'assises où la preuve est admise ».

Attendu qu'en provoquant Mme veuve Henry à le poursuivre en Cour d'assises, où la loi lui permettrait d'administrer la preuve de la trahison imputée au colonel Henry, et en mettant ainsi en cause les héritiers du mort, le sieur J. Reinach a lui-même déterminé la juridiction compétente, pressenti par l'égard du défunt que de sa veuve et de son fils les intentions et le mobile du diffamateur, affirmé de façon irréfutable et décisive sa volonté de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants et détruit par avance toute objection possible à la recevabilité de leur action telle qu'elle est entendue dans les termes de l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881.

Par ces motifs, Vu les articles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 42, 43, 44, 45, 47, 50, 52, 53 et 54 de la loi du 29 juillet 1881;

S'entend, aux droits de Mme veuve Henry, agissant tant personnellement qu'à titre de mère et tutrice légale du colonel Henry, dans les termes et conditions prévus et punis par l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881;

S'entend les susnommés condamner aux peines édictées par la loi;

S'entend, en outre, condamner conjointement et solidairement à telles réparations civiles qui seront ultérieurement fixées;

Sans préjudice des conclusions à prendre par M. le procureur général, dont l'intervention est requise;

Et s'entend condamner sous la même solidarité en tous les dépens.

L'affaire sera plaidée pour Mme veuve Henry par M<sup>e</sup> de Saint-Auban, lequel sera assisté de M<sup>e</sup> Chenu, contrairement à la nouvelle qui avait été donnée hier.

Si le débat s'engage au fond, on prévoit, étant donné le nombre des témoins qui vont être assignés — environ 200 — de longues et passionnantes audiences. Mais s'engageront-ils? Tout est là.

J'ai eu l'occasion d'expliquer combien est délicate la question de compétence quand il s'agit de diffamation envers la mémoire des personnages publics. Je tiens, comme M<sup>e</sup> de Saint-Auban, pour la Cour d'assises, car, avant comme après leur mort, les personnages publics appartiennent à la discussion. Mais cette opinion est, je dois le reconnaître, extrêmement discutée.

Il y a quelques mois, le Tribunal correctionnel de la Seine affirmait sa compétence, à l'exclusion de celle de la Cour d'assises, dans le procès en diffamation contre la mémoire du lieutenant Zola.

La raison donnée par ceux qui tiennent pour la police correctionnelle, c'est que la diffamation envers la mémoire des morts n'est punissable, aux termes de la loi, qu'autant qu'on a voulu nuire aux vivants; or, dans l'affaire Zola comme dans l'affaire Henry, l'héritier vivant est un simple particulier, échappant à la juridiction de la Cour d'assises.

Il serait fort possible qu'à défaut de M. Joseph Reinach, qui ne peut guère récuser le jury après l'avoir réclamé, le ministère public se levât dès le début du procès Henry pour réquerir, dans un intérêt d'ordre public, la Cour d'assises de se déclarer d'office incompétente.

Qui vivra verra.

Après douze audiences, la Cour d'assises de la Seine a rendu hier son arrêt dans l'affaire de la bande de Neuilly.

Près de 450 questions étaient posées au jury contre les trente-deux accusés : tentatives de meurtre, attaques nocturnes, vols avec violence, cambriolages, attentats aux mœurs, rien ne manquait à ce questionnaire d'une longueur légendaire dans les annales de la Cour d'assises.

Après le réquisitoire de M. l'avocat général Bréguet et les plaidoiries de M<sup>e</sup> Henri Robert, Joseph Ménard, Lagache, Lévy-Alvares, Félicien Paris, Paul Comby, de Burdel et Chassay, Jacobson, Lippmann, Pierre Cléry, Richard, Boudin, Orgias, Bourgeois, André Hesse, Cadin, Mesmin, Lafosse, de Monzie, Herbin, Fabart, Falloy, Maitrejean, Masson, More, Serf et Péliassier, plaidoiries qui ont occupé moins de trois audiences, le jury a rapporté un verdict de culpabilité en vertu duquel la Cour a condamné les principaux chefs de la bande dans les proportions suivantes :

Koch et Colombin sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité; Jacques

Gauthier, Giboulon et Prieur à vingt ans de travaux forcés; Michaux et Lefèvre à quinze ans de travaux forcés.

Les autres ont été frappés de peines variant entre deux ans de prison et vingt ans de travaux forcés. Seize seulement des accusés ont été acquittés.

Albert Bataille.

## Informations

**A l'Elysée.** — Le Président de la République a reçu hier matin MM. Baudouin, président du Tribunal de la Seine; Catusse et Jacquin, conseillers d'Etat; Demagny, secrétaire général de la chancellerie de la Légion d'honneur, et les généraux Libermann et Pédoya.

M. Cornu, membre de l'Institut, président, et les membres du bureau des longitudes ont offert, au Président de la République, un exemplaire de l'annuaire et des différentes publications annuelles de ce service.

M. Marcel, ministre de France à Stockholm, est venu prendre congé du Président de la République avant de rejoindre son poste.

**Armée.** — M. le général de division Pédoya, commandant la 2<sup>e</sup> division d'infanterie (13<sup>e</sup> corps), est nommé au commandement de la division d'Alger.

M. le général de division Brunet, membre du Comité technique de l'artillerie, est nommé au commandement de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie.

M. le général de division Gras, inspecteur permanent des fabrications de l'artillerie, est nommé membre du Comité technique de l'artillerie, en remplacement de M. le général Brunet.

**Magistrature coloniale.** — Par décret, sont nommés :

Procureur général près la Cour d'appel de Sénégal, M. Caspely, président de ladite Cour d'appel, en remplacement de M. Brunet-Duroy, nommé président de Chambre à Poitiers.

Président de la Cour d'appel du Sénégal, M. Brunaud, conseiller à la Cour d'appel de la Martinique.

Conseiller à la Cour d'appel de la Martinique, M. Baffie, conseiller à la Cour d'appel au Sénégal.

Conseiller à la Cour d'appel du Sénégal, M. Filippat, juge-président au Tribunal de Châteauneuf.

**Marine.** — Le Conseil supérieur de la marine s'est réuni hier au ministère de la marine, sous la présidence de M. Lockroy.

La réunion de ce Conseil, qui devait avoir lieu ce matin à l'Elysée, a été remise à une date ultérieure.

**Académie de médecine.** — A signaler, à la séance d'hier, une communication de M. le professeur Proust sur les épidémies navales de peste; une étude de M. Laverac sur le mode de production des accès périodiques de fièvre intermittente; une observation de gastro-entérite pour corps étranger de l'œsophage, du docteur Lejars; une communication du docteur Eugène Doyen ayant trait à la chirurgie de l'estomac.

M. le docteur François-Franck, professeur au Collège de France, signale à l'attention de l'Académie les dangers de la médication thyroïdienne, employée dans les cas d'obésité simple, par des malades qui dirigent eux-mêmes leur cure. A son avis, les préparations du corps thyroïde ou de thyroïdine ne devraient pouvoir être délivrées que sur ordonnance de médecins.

MM. Potain, Lancereux et Huchard insistent sur leur tour pour que la médication thyroïdienne soit rangée dans la catégorie des médicaments dangereux, traqués. Et l'Académie, par un vote unanime, prend la proposition en considération et la renvoie à une Commission composée de MM. François-Franck, Lancereux, Potain, Huchard et Ferrand.

**Banquets.** — Le 50<sup>e</sup> dîner de la « Betterave » a réuni hier cent douze convives, sous la présidence de M. Bouchez, ancien procureur général de Paris.

Un charmant concert, organisé par nos confrères Ed. Noël et Lefranc, a suivi le banquet. On y a applaudi : Mmes Grandjean, de l'Opéra; Lynnes et Jaxaux, de la Comédie-Française; Mme Molé-Truffier, MM. Grivot et Mouliérat, de l'Opéra-Comique; le compositeur Tiersot dans ses airs populaires; le comique Vauvel; les instrumentistes Gillet (hautbois) et Gallois (piano).

**Parli les assistants :**  
MM. Guillaud, ministre des colonies; Paul Diers, président de section au Conseil d'Etat; général Mercier; docteur Hany de l'Institut; Boucher-Cadart, Weerts, Martel, Hudelst, Mio, Blémont, Gauquie, Carlier, Franc, Morcrette, Percheron, Gouttière, etc., etc.

Le banquet annuel de l'Association amicale des anciens élèves du lycée Charlemagne a eu lieu lundi prochain, à l'Hôtel Continental, sous la présidence de M. Liard, directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Instruction publique.

Le « Smoking Concert » annuel de la Chambre de commerce britannique de Paris a eu lieu, hier soir, dans les salons de l'Hôtel Terminus.

Ce concert, précédé d'un banquet, a été présidé par M. Austin Lee, de l'ambassade d'Angleterre, ayant à sa droite M. W.-C. Robertson, président de la Chambre. Parmi les assistants au nombre d'environ cent vingt, nous avons remarqué M. Sprossman, commissaire britannique pour l'Exposition de 1900; M. Inglis, consul britannique, MM. Monson, Pil-

ter, Hounsfield, Poolock, Manby, Johnson, Longhurst, Sturrock, Churchward, Hewson, Redfern, Raymond Maignien, Thierry, et la plupart des notabilités de la colonie anglaise.

Les artistes amateurs ont été fort appréciés. On a applaudi les morceaux chantés par MM. Olive, Portejoie, le bariton mondan, qui a magistralement chanté *la Marseillaise* et la romance de *l'Étoile*, etc.; Carter et Clark; les chansonnettes comiques de MM. Crawford, Lockwood, Muglston; la danse écossaise de M. Bremner, le nouveau Gramophone américain. M. Fernand Maignien a soulevé des tonnerres d'applaudissements par son exécution magistrale d'un solo pour harpe.

Selon l'habitude dans ces sortes de fêtes, aucun discours n'a été prononcé. On s'est contenté de boire à la santé de la reine Victoria et du Président de la République. La soirée s'est terminée par le *Good save the Queen* traditionnel, immédiatement suivi par *la Marseillaise*, chantée debout par tous les assistants.

**TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES**  
Du 11 Janvier

**LONDRES.** — Un incendie s'est déclaré hier, à la résidence du duc de Cambridge, à Kew. Grâce à la promptitude des secours, il n'y a eu que peu de dégâts.

**ROUEN.** — Le général Langlois, commandant du 3<sup>e</sup> corps, a passé cet après-midi, sur le Cours-la-Reine, la revue de toutes les troupes de la garnison, à l'occasion de la remise des décorations du 1<sup>er</sup> janvier.

Les troupes ont été acclamées par la foule aux cris de : « Vive l'armée ! »

**QUIMPER.** — Toute la journée d'hier et toute cette nuit les averse ont succédé aux averse. Depuis ce matin, de violentes rafales s'ajoutent à cette pluie; la mer est très agitée et la navigation pour les barques de pêcheurs est devenue impossible.

**L'escadre américaine à Cherbourg.**  
CHERBOURG. — Aujourd'hui a eu lieu sur la place d'armes une revue d'honneur pour la remise des décorations du nouveau an par le général Ragaine, commandant la 8<sup>e</sup> brigade d'infanterie.

L'escadre américaine, reconstituée et composée de quatre cuirassés et de plusieurs croiseurs, arrivera à Cherbourg en juin prochain.

L'arsenal armé définitivement la *Mouette* pour aller remplacer à Constantinople le torpilleur *Bombe*.

La *Lance* avait été désignée, mais l'ambassadeur à Constantinople a préféré la *Mouette*.

**L'accident du « Redoutable ».**  
BRESE. — L'accident du cuirassé le *Redoutable* est plus grave qu'on ne le pensait hier.

Aucun marin n'est descendu à terre, les renseignements manquent et à la préfecture maritime on ignore l'événement.

Un furieux coup de vent dressa le bâtiment qui sortait de l'Arnal et venait d'arriver à ses corps morts. Soixante-quatre hommes hâlaient le navire au cabestan, quand celui-ci fut arrêté net par un coup de vent.

Les marins hésitèrent, les barres revinrent en arrière et fauchèrent les matelots, dont dix-sept furent atteints à la tête, à la poitrine et aux bras. Cinq ont été sérieusement blessés.

Le marin Kervenn a eu le bras et le poignet gauches fracturés.

**PLougastel.** — Hier à eu lieu, dans la commune de Plougastel, au sud de la rade de Brest, une cérémonie peu banale : trente-deux couples de paysans ont été mariés en même temps.

L'assistance, composée de parents et d'invités, était énorme.

**Les mariages de la mission Marchand.**  
MARSEILLE. — L'Orénoque, des Messageries maritimes, devait arriver ce matin, ayant à son bord les sous-officiers rapatriés de la mission Marchand. Le mauvais temps a retardé l'arrivée de ce paquebot, qui n'entrera dans le bassin de la Joliette que demain matin, vers deux heures. La réunion qui devait être tenue en leur honneur, ainsi que le punch qu'on devait leur offrir, ont été commandés.

**Les affaires d'Algérie.**  
ALGER. — M. le gouverneur général de l'Algérie est revenu aujourd'hui d'une rapide tournée aux environs d'Alger, par l'Alma, la Reghaia Rouiba et Maison Carrée. Les colonies de ces divers centres lui ont exposé leurs desiderata, les vœux, les marques de respect et de sympathie les plus expressives ont accueilli le représentant du gouvernement.

Le meeting organisé par M. Max Régis a eu lieu ce soir au vélodrome. Quinze cents personnes environ y assistaient. Après avoir déclaré qu'il ne se livrait pas à ses violences habituelles de langage, M. Régis a fait, en termes relativement modérés, le procès de ses adversaires politiques, puis il a demandé un vote de confiance en faveur du Conseil municipal d'Alger.

A part l'expulsion de deux israélites, la soirée n'a présenté aucun incident saillant.







SCALA En voilà de la chair! Revue.  
M. Polaire, Thérèse, d'Autry, etc.  
M. Sulac, Manol, Claudine, Lejal, Baily, etc.

LA BODINIÈRE TOUS LES JOURS  
à 3 heures et à 4 h 1/2.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

PARISIENNE Parisienne-Révue. A. Thibaud.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

TRÉTEAU 58, rue Pigalle, Tél. 136.42. T. les soirs,  
à 8 h 1/2. Fursy, Hyspa Moy, En Avant.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

LES MATHURINS 213.41. — 91/4.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

LES CAPUCINES 91/4. Le Coup de Cynare.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

LES VIGNOLETTES Samedi 14 Janvier  
OUVERTURE  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

FUNAMBULES SEVERIN dans Chant  
d'habits. Paroles en l'air.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

CIRQUE MEDRANO 2 des Martyrs. Tél.  
130.55. — 8 h 1/2.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

MOULIN-ROUGE Tous les soirs, à 8 h 1/2.  
Spectacle-CONCERT-BAL.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

GRAND GUIGNOL rue Chaplat (Tél. 228.34). — 9 h.  
Une Manille; Elle! la Berniche; Mlle Fifi.

CIGALE Tél. 407.80. — Jeanne Bloch, Wilbert  
L'Inassissable, fantaisie en un acte.

A LA ROULOTTE 42, rue de Drouot, 42.  
à 9 h 1/4. — Tél. 265.27.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

ARILLON — Tél. 256.43. — 91/4. — Client sérieux.  
M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

CONCERT EUROPEEN, 5, rue Biot. — Tout nou-  
veau, tout Biot, revu. M. de la Bodinière, d'Autry, etc.  
M. de la Bodinière. — Le soir, Spectacle.

TOUR D'IFFEL — Saison d'hiver. — de midi à la  
nuit jusqu'à 24 étages et par  
escaliers seulement. BARS aux deux étages.

JARDIN D'ACCLIMATATION  
Quartier des Jours  
JEUDIS ET DIMANCHES CONCERT.

BYR JEWELLES, pince-nez, lunettes, faces à la  
mode. Maison recommandée pour ses ventes et  
crédit de 60, Chaussée d'Antin (r. Trinité).

EXPOSITIONS

SALON DU FIGARO

DEUXIÈME EXPOSITION  
DE LA SOCIÉTÉ DES  
PEINTRES LITHOGRAPHES.

Ouverte de 11 heures à 6 heures.

AVIS MONDIAUX

Déplacements

PARIS

RENTRÉE À PARIS

Correspondance personnelle

AVIS

GABRI

PETITE REINE

J. B. C.

A. B. C. D.

COMMISSAIRES-PRISEURS

Expositions et Ventes

BIBLIOTHÈQUE

SPORTS

Chevaux et Voitures

OCOS

COUPÉ

LA BOURSE POUR TOUS

LA BANQUE FONCIÈRE, 1, rue de Mauberge, Paris.

PRÊT DES CAPITAUX

à 3.50% sur immeubles jusqu'à 75% de leur valeur

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

AVIS MONDIAUX

Déplacements

PARIS

RENTRÉE À PARIS

Correspondance personnelle

AVIS

GABRI

PETITE REINE

J. B. C.

A. B. C. D.

COMMISSAIRES-PRISEURS

Expositions et Ventes

BIBLIOTHÈQUE

SPORTS

Chevaux et Voitures

OCOS

COUPÉ

LA BOURSE POUR TOUS

LA BANQUE FONCIÈRE, 1, rue de Mauberge, Paris.

PRÊT DES CAPITAUX

à 3.50% sur immeubles jusqu'à 75% de leur valeur

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

Vélocipédie, Automobiles

POUR NICE — A vendre ou louer: AUTOMOBILES 6 chev. Garage VINET, 25, rue Brunet.

Divers

CANICHE, COLLY, Fox, Bellon, 144, quai d'Autueil.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

AVIS

ADJUDICATIONS

Paris

2 MAISONS D'ITALIENS, 34, rue de la Helder.

ADJUDICATION, Paris, en l'étude de M. Félix

FONDS JETS RELIGIEUX exploités à PARIS,

VENTE au Palais, le 4 février 1899.

HOTEL à PARIS, rue de Valenciennes, 11, lib. de loc.

TERRAIN à Paris, 200,000 fr. A adj. s. 1 ench. ch. not.

VENTE au Palais, le 4 février 1899.

HOTEL à PARIS, rue de Valenciennes, 11, lib. de loc.

ENVIRONS DE PARIS

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le 9 fév. 99.

PROPRIÉTÉ à CHARENTON-LE-PONT (Seine).

PARIS

A VENDRE HOTEL A PARIS, 8, r. Paul-Baudry,

LA BOURSE POUR TOUS

LA BANQUE FONCIÈRE, 1, rue de Mauberge, Paris.

PRÊT DES CAPITAUX

à 3.50% sur immeubles jusqu'à 75% de leur valeur

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

VENTES ET LOCATIONS

Paris

CHAI D'APPARTIEMENT MODERNES ET HOTELS.

A LOUER

PORTES MAILLOT, 233, BOULEVARD PEREIRE

MAISONS RECOMMANDÉES

Objets artistiques

AMBIANCE, Guitares, tous autres instruments.

AMEUBLEMENT

HAMBURGER FRÈRES

Objets d'art et d'ameublement anciens, tapisseries

LIBRAIRIE, Musique

ANNUAIRE

CHATEAUX

GUIDES

HYGIÈNE, Médecine, Pharmacie

CONTREXEVILLE

MALADIES DE LA LANGUE

SAINT-CHRISTAU

LES ANALYSES MÉDICALES (urines, crachats,

LA BOURSE POUR TOUS

LA BANQUE FONCIÈRE, 1, rue de Mauberge, Paris.

PRÊT DES CAPITAUX

à 3.50% sur immeubles jusqu'à 75% de leur valeur

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et

à tous les NU-PROPRIÉTÉS Titres et